

**LE
MONDE**

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste



N° 219 — FEVRIER 1976 — Prix : 4 F

APRÈS L'IRLANDE,

LE LIBAN

**ABRUTISSEMENT
RELIGIEUX**



POLITIQUE



MASSACRES

F° P 2520

activités de la fédération anarchiste

COURS DU GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL
Tous les jeudis soir à 20 h 30
10, rue Robert-Planquette
75018 PARIS
Métro : Blanche ou Abbesses

Nous poursuivons en ce mois de février notre série de cours consacrée à Michel Bakounine. Après avoir vu ce que fut la jeunesse du révolutionnaire russe, après avoir débattu de ce qu'on nomme généralement, et bien souvent à tort, ses « erreurs », enfin après avoir assisté à sa participation à la Ligue de la Paix et à l'Alliance pour la Démocratie, nous vous entretiendrons d'un moment essentiel de la vie de Bakounine et du socialisme, qui est sa lutte avec Marx au sein de l'Internationale. En raison du meeting organisé à Paris par la Fédération Anarchiste, ce cours sera le seul à avoir lieu en février. Vous pourrez toutefois assister, le dernier jeudi de ce mois, à une causerie de Gaston Leval sur le Marxisme. Voici donc la liste pour ce mois :

Jeudi 19 février
Bakounine et Marx dans l'Internationale par Maurice Joyeux

Jeudi 26 février
Causerie sur le Marxisme par Gaston Leval
La Commission des Cours :
Wally ROSELL,
FLOREAL.

Aux Editions du « Monde Libertaire »
LA CONQUETE DU PAIN
de P. Kropotkine
Prix : 21 F

COLLOQUES-DEBATS
Groupe Libertaire Louise-Michel
10, rue R.-Planquette, 75018 PARIS
Métro : Blanche ou Abbesses
Tous les samedis à partir de 17 h 30

COLLOQUES
Les samedis 7 et 14 février une permanence sera assurée par des militants du Groupe Libertaire Louise Michel de 17 h 30 à 19 heures

Samedi 21 février
Les drogues de la société et les autres toxiques par Alain Revon
Auteur du livre « Au-delà du L.S.D. » Editions Stock

Samedi 28 février
L'événement du mois par un militant du Groupe Libertaire Louise Michel

Aux Editions du Groupe Libertaire Proudhon :

Lettre au journal « La Liberté » de Bruxelles
par M. Bakounine
Prix : 5 F

Le Groupe Libertaire Germinal organise
le jeudi 12 février, à 20 h 30
72, avenue Félix-Faure
75015 Paris
une réunion-débat sur la **CONTRACEPTION MASCULINE**
avec projection d'un film sur la vasectomie
Participation de médecins et spécialistes

BESANCON MEETING-GALA
d'information sur l'Espagne
vendredi 13 février, à 20 h 30
Salle Battant
Ce meeting est organisé par le Groupe Libertaire Proudhon et le Parti Communiste Révolutionnaire (m.-l.)
avec des représentants du F.R.A.P.
et de la C.N.T. en exil

SEMONS L'ANARCHIE N° 8
L'école... à quoi ça sert ? est toujours disponible
Le numéro 2 F
Abonnement à 6 numéros 10 F
Un numéro vous sera envoyé gratuitement sur demande
Ecrire à : Noël Leroux
47 bis, rue Henri-Barbusse
44000 Rezé

TOULOUSE
vendredi 6 février, à 21 heures
Salle du Sénéchal
17, rue de Reinusat
CONFERENCE-DEBAT
sur le thème :
L'ANARCHIE CE QUE'ELLE EST CE QU'ELLE N'EST PAS
avec Jean Barrué
Cette conférence est organisée par le Groupe Libertaire Toulousain

Lisez, diffusez
LA RUE
Revue du Groupe Libertaire Louise-Michel

Jeudi 5 février, à 20 h 30
44, rue de Rennes
(Métro Saint-Germain-des-Prés)
MEETING ANTIMILITARISTE « NON A TOUTES LES ARMEES »
organisé par la Fédération Anarchiste

ROUEN
jeudi 26 février, à 20 heures
Halle aux Toiles
MEETING « NUCLEAIRE... ECOLOGIE... ANARCHIE... »
organisé par le Groupe Libertaire Delgado-Granados

Le directeur de la publication Maurice Laisant
Imprimerie Néo-Typo
20, rue Gambetta
25000 Besançon
Diffusion S. A. E. M.
Transports Presse
Dépôt légal 43243
1^{er} trimestre 1976

GROUPE DE BORDEAUX
Le Groupe Sébastien-Faure de Bordeaux a édité et collé des affiches montrant le véritable caractère de l'armée. Au cours de l'affichage, un camarade a été arrêté, puis relâché peu après.

En accord avec les unions locales de la C.N.T. espagnole et française et avec la S.I.A., le groupe organise une campagne d'affichage et de distribution de tracts pour soutenir l'Espagne Libertaire et rompre le silence que la presse observe sur l'anarcho-syndicalisme et la C.N.T.

Cette campagne sera suivie d'un meeting et d'une fête.

NANTES SEMONS L'ANARCHIE
La Vasectomie n° 5 n'est plus disponible

POUR UNE COORDINATION REGIONALE DES LIBERTAIRE DE PROVENCE

Des militants de la Fédération Anarchiste (Région Provence) invitent tous les libertaires organisés ou non à participer à une première rencontre régionale, le dimanche 8 février 1976, à 9 h 30, au local de la Libre Pensée, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, Marseille-1^{er}. (Apporter son repas).

Cette rencontre a pour but d'entrer en contact et d'envisager d'éventuelles actions communes face à des problèmes précis et actuels.

Premier thème à débattre, le 8 février 1976 : **AUTOGESTION ET FEDERALISME.**

groupes de la fédération anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

TRESORERIE :
Envoyez vos fonds à Yvonne Daliménaches, C.C.P. 14.277.86 Paris.

AIN
OYONNAX, Groupe Libertaire.
BOURG-EN-BRESSE, Liaison F.A.

ALLIER
MONTLUÇON-COMMENTRY
Groupe Anarchiste.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaisons Anarchistes. Contacts et Informations. Anarcho-Syndicalisme dans le bâtiment.

ALPES-MARITIMES
NICE.
Groupe Anarchiste Insurrection.

AUDE
Groupe de Narbonne.

BOUCHES-DU-RHONE
MARTIGUES, Liaison F.A.
SALON-DE-PROVENCE, Liaison F.A.

MARSEILLE
Liaison F.A.

CHARENTE-MARITIME
SAINTES.
Groupe Libertaire Louis Lecoin.

LA ROCHELLE
Groupe Anarchiste.

CHER
VIERZON, Liaison F.A.

COTES-DU-NORD
GUINGAMP, Présence Anarchiste.

DOUBS
BESANCON.
Groupe Proudhon
Local : 53, rue Battant, Besançon.

EURE-ET-LOIR
CHATEAUDUN, Liaison F.A.

GIRONDE
BORDEAUX.
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.

Le groupe Sébastien-Faure tient une permanence à son siège, 7, rue du Muguet, tous les mercredis et samedis, de 16 heures à 18 heures.

LIBOURNE, Groupe Libertaire.
Pour tous contacts, s'adresser au Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, Bordeaux.

HAUTE-GARONNE
TOULOUSE.
Groupe libertaire.

Permanence le mardi de 18 h à 20 h, 3, rue Merly, TOULOUSE.

HERAULT
MONTPELLIER, Groupe Libertaire.

ILLE-ET-VILAINE
RENNES, Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE
TOURS, Groupe Tourangeau.

CHINON, Liaison F.A.
AMBOISE, Liaison F.A.
BLERE, Liaison F.A.

ISERE
BOURGOIN, Liaison F.A.

JURA
DOLE, Groupe Dolois.
LONS-LE-SAUNIER, Liaison F. A.

LOIRE
SAINT-ETIENNE, Liaison F.A.
Groupe anarcho-syndicaliste « Ni Dieu ni Maître ».

LOIRE-ATLANTIQUE
NANTES, Groupe Anarchiste.
Permanence au local du groupe tous les premiers mardis de chaque mois.
Ecrire à Xavier Doisy, 96, rue P.-Bel-lamy, 44000 Nantes.

Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Pliou, 194, rue Jouaud, 44400 Rezé.

LA BAULE, Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER
VENDOME, Groupe F. A.
BLOIS, Liaison F.A.
MER, Liaison F.A.

LOIRET
ORLEANS, Groupe F. A.

LOZERE
MARVEIOLS, Liaison F.A.

MAINE-ET-LOIRE
ANGERS.
Liaison F.A.

DURTAL, Liaison F.A.

MAYENNE
Groupe Anarchiste Mayennais.

MORBIHAN
VANNES, Liaison F.A.

LORIENT, Groupe Anarchiste.

MEURTHE-ET-MOSELLE
NANCY, Liaison F.A.

MOSELLE
METZ, Groupe Libertaire.

NIÈVRE
NEVERS, Liaison F.A.

NORD
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.
Groupe Thaza

PAS-DE-CALAIS
BETHUNE, Groupe François Villon.
PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND, Liaison F.A.
PYRENES-ATLANTIQUES
BAYONNE-BIARRITZ.
Groupe Anarchiste.

PYRENES-ORIENTALES
PERPIGNAN, Groupe Bakounine.
Groupe Bakounine.
Edite « Le Révolté ».
Local : 2, rue du Cimetière, Saint-Mathieu, Perpignan.

RHONE
LYON.
Groupe Anarchiste Lyon Espoir.

Groupe Louis Lecoin. En formation.
NEUVILLE, Liaison F.A.

SEINE-MARITIME
LE HAVRE, Groupe Jules Durand.
BOLBEC - LILLEBONNE.

Groupe Libertaire.
ROUEN, Groupe Libertaire Delgado-Granados.

Une permanence se tient tous les mardis, à partir de 18 heures, 10 bis, rue de l'Avalasse, Rouen.

SOMME
AMIENS, Groupe Anarchiste.

VAR
TOULON.
Groupe Libertaire.

71, avenue de la République.
Permanences : Le mercredi de 18 h à 19 h 30 et le samedi de 15 h à 19 h 30.

PIERREFEU - CUERS.
Liaison F. A.
Pour tous contacts :
Groupe de Toulon.

VENDEE
Groupe Sables-d'Olonne.

VIENNE
LIMOGES.
Liaison F.A.

YONNE
AUXERRE-AVALLON.
Groupe Anarchiste.

PARIS
LIAISON DES POSTIERS.
Edite « Gestion Directe ».

GROUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA S.N.P.
GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE ou ABBESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact

avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire au local du groupe ou téléphoner au 076.57.89.

13^e, 15^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI.

Une permanence est assurée tous les mardis, à partir de 18 heures, 15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon

GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL, 13^e, 14^e arrondissements

GROUPE ANARCHISTE EMMA GOLDMAN - Contact Publico.

BANLIEUE SUD
GROUPE LIBERTAIRE - Fresnes-Antony.
GROUPE ANARCHISTE - Orsay-Bures.
GROUPE ANARCHISTE - Massy-Palaiseau.
GROUPE NESTOR MAKHNO - Bru-noy, Liaison Seine-et-Marne.

BANLIEUE EST
GROUPE ANARCHISTE VOLINE - Local : 19, rue Ramponneau, Paris-20^e, métro BELLEVILLE. Permanence tous les samedis, de 16 h 30 à 19 h 30.

NORD DES HAUTS-DE-SEINE
GROUPE LA-BOETIE
GROUPE MALATESTA

Accueillent leurs sympathisants les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois au Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, à partir de 20 h 30.

SOMMAIRE

N° 219	FEVRIER 1976	
		pages
EDITO		
— Lettre ouverte à M. Giscard d'Estaing	3	
EN DEHORS DES CLOUS		
— Les rabat-joie	4	
par P.-V. Berthier		
— Liberté chérie	4	
par Bernard Lanza		
— La presse, cette grande muette	4	
par Roland Bosdeveix		
MORALE ET SOCIETE		
— La grande débâcle	5	
par Michel Renouard		
— La religion, c'est la guerre!	5	
par Paul Mauget		
DOSSIER « ARMEE »		
— Rôle de l'armée en Afrique	6	
par M. M.		
— « Ils n'ont pas craché sur le drapeau... »	6	
par P. Pidoux et P. Lacroix		
ACTUALITE		
— Faillite du Marxisme	7	
par Eric		
— Propos sur une loi	7	
par Maurice Laisant		
ETUDES		
— Schéma historique de la Révolution Mexicaine	8-9	
traduction de B. Cano Ruiz		
— Pour en finir avec la guerre	10	
par Emile Renaudin		
— Formation ou récupération?	11	
par Mathilde Niel		
AU-DELA DU SILENCE		
— Revue de Presse	12	
par le Groupe Libertaire de Tours		
INFORMATIONS INTERNATIONALES		
— Nouvelles d'Italie	13	
ART - SPECTACLE		
— Le mousquetaire de la plume, Henri Bauer	14	
par Maurice Laisant		
— Cinéma : La Cecilia de J.-L. Comolli	14	
par Floréal		
LITTERATURE		
— Le livre du mois	15	
par Maurice Joyeux		
LIBAN		
— Tuez ! Tuez encore ! Tuez toujours !	16	
par Maurice Joyeux		

LETTE OUVERTE A M. GISCARD D'ESTAING

Monsieur,

Le local du **Monde Libertaire** a été plastiqué la nuit du 22 au 23 décembre, attentat revendiqué par la très chrétienne et très franquiste organisation « le Christ roi ».

Nous ne doutons pas que cet événement soit trop mineur pour que les pouvoirs y consacrent un semblant d'enquête.

Dans un temps où quotidiennement, on arrête trois ou quatre personnes, relâchées quelques jours plus tard faute du moindre motif, pour les remplacer par d'autres victimes d'abus de pouvoir et d'arbitraire, dans un temps où le gouvernement se consacre à la poursuite de complots imaginaires, il est évident qu'il ne saurait s'attarder aux complots réels.

C'est ainsi que le fascisme peut se développer sur notre sol avec la bénédiction des pouvoirs.

Qu'eusse été si — non une bombe — mais un vulgaire pétard avait été lancé par un homme (immigré, exilé ou citoyen français) en mal de liberté et de justice ?

L'on peut imaginer d'ici le déploiement de forces de police qu'un tel geste aurait suscité.

Quelle erreur de dire que la justice est aveugle ! En fait elle est borgne, et si elle lorgne à gauche ceux qu'elle peut inculper, emprisonner et traduire en justice, en revanche, elle est atteinte de cécité pour tout ce qui concerne les crimes des nostalgiques de la dictature.

Nous nous réservons, Monsieur, de donner à cette lettre toute la publicité que nous estimons qu'elle mérite.

AMIS LECTEURS

ATTENTAT !

Le mois dernier, vous avez appris par un bref communiqué dans notre journal qu'un attentat fasciste, le 24 décembre au matin, ravageait notre librairie Publico.

L'état d'impression avancé du « Monde Libertaire » ne nous a pas permis de lancer l'appel que méritait cette lâche agression.

Les forces réactionnaires non satisfaites de nous attaquer moralement par le mensonge, la calomnie, en viennent à tenter de nous détruire matériellement. Mais notre volonté est grande et nous redoublons d'énergie pour faire entendre notre voix. Déjà les camarades ont répondu nombreux dès qu'ils ont appris la nouvelle. Ils savent que pour réagir devant ces nazillons, nous devons faire preuve de solidarité et apporter le soutien qui nous permettra d'accuser ce mauvais coup et de porter notre lutte plus en avant.

Une première liste de souscriptions paraîtra ce mois-ci.

Le mois prochain nous publieront les dernières qui, nous l'espérons, viendront définitivement réparer le préjudice que ces scélérats voudraient funeste.

Nous remercions tous les camarades qui nous prouvent leur attachement à notre combat ainsi que les organisations amies qui nous ont fait voir que nous n'étions pas seuls dans la lutte.

Les Administrateurs.

François GARCIA - Léopold TAMAMES.

Pour vos règlements (à l'ordre de Librairie Publico - C.C.P. 11289-15 Paris), bien spécifier : « Souscription Attentat ».

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à
LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : 805.34.08

PRIX DE L'ABONNEMENT

France :	Etranger :
6 numéros 20 F	6 numéros 30 F
12 numéros 40 F	12 numéros 60 F
Sous pli fermé :	Par avion :
6 numéros 30 F	6 numéros 39 F
12 numéros 60 F	12 numéros 78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :
Prénoms :
Adresse :

Code postal :

A partir du numéro

- Abonnement
 Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

- Chèque postal
 Chèque bancaire
 Mandat-Lettre

En dehors des clous...



LES RABAT-JOIE

La pornographie ? A son sujet, nous raisonnerons à peu près comme mon vieil ami Godelure, qui a coutume de dire : « Objet d'art, elle m'intéresse, et je la juge en conséquence. Marchandise, elle me dégoûte, et je crache dessus. »

La masturbation ? Il se peut qu'elle offre un caractère pathologique et pernicieux chez ceux qui, s'en délectant en solitaires, la préfèrent délibérément au coit. Pratiquée par le couple à titre de préparation et de divertissement, elle ne constitue qu'un des multiples ornements du plaisir charnel. Simple expédient chez le prisonnier à qui l'on interdit l'accès de l'autre sexe et chez l'adolescent que torturent l'exigence du corps et le défaut de partenaire, elle n'est pour eux que la solution morose d'un problème personnel.

Les rapports préconjugaux ? Dans le monde présent, les mariages se font trop tard pour que des gens pubères puissent attendre jusque là. Ecoutez ceci : un jour de juillet 1437, temps pieux s'il en fut, le futur Louis XI, tout juste âgé de quatorze ans, consumma l'hyménée (célébré un an plus tôt) qui l'unissait à Marguerite d'Ecosse, de deux ans plus jeune que lui ; cela parut tout à fait normal. Et pourtant, quelle chance il avait, ce gamin ! Croit-on que, s'il s'était marié à trente ans, il eût mis son pucelage au frais jusqu'au soir de ses noces ? Elle peut-être : la tyrannie sociale s'est toujours exercée d'abord sur la femme ; mais lui ? Sans doute même n'était-ce pas son galop d'essai, au cher petit dauphin ! Et trouverait-on naturel, à notre époque, qu'un garçon se gardât vierge jusqu'à la fin d'un célibat parfois prolongé ? La chose semblerait insolite et ridicule. Or l'expérience préconjugale masculine implique une participation féminine — soit également préconjugale, soit extra-conjugale, soit vénale. Transposez ces propositions à l'autre sexe, au nom d'une égalité reconnue, et la réciproque sera vraie.

Alors, pourquoi cette explosion soudaine de foudres vaticanes fulminant d'infemales menaces, invoquant le péché mortel, contre la pornographie, contre la masturbation, contre les rapports préconjugaux ? Pourquoi ce déchaînement des rabat-joie ?

Si la pornographie vous écœure (elle fait volontiers cet effet-là quand elle est vulgaire et systématique) ; si la masturbation vous choque (beaucoup de ceux qui s'y résignent ne le font que par nécessité et préféreraient tirer un coup) ; si les rapports préconjugaux vous paraissent moins galants et moins chevaleresques que les longues adorations platoniques entre des vertus obstinées, il n'est pas obligatoire pour autant d'en appeler à Satan ni d'évoquer la damnation d'Eve, la turpitude d'Onan et les stupres de Gomorrhe : il suffit de faire appel à la nature et au gros bon sens — parfois faillible, certes — qu'elle a mis en nous, pour discerner le sain du malsain, le nuisible du favorable, le salutaire du mauvais (les moralistes, laïcs ou benoîts, disent : le bien du mal).

« La pornographie, conclut mon vieil ami Godelure, je ne m'en régale point, et souvent je m'en détourne, mais elle a eu au moins le mérite de faire sauter — en même temps que les boutons de braguette — les ceintures de chasteté que Tartuffe avait posées sur quelques libertés ravissantes. Quant à la masturbation... eh bien ! j'y ai renoncé précisément le jour où j'ai commencé d'avoir des rapports préconjugaux. Là-dessus, que tous les rabat-joie regagnent leur confessionnal ! »

Pour confesser... ou pour se confesser.

P.-V. BERTHIER.

EN VENTE A PUBLICO

Mutinerie à Montluc

par Maurice Joyeux

Un livre résolument antimilitariste !

LIBERTÉ CHÉRIE

Seuls sont qualifiés pour condamner les atteintes à la liberté en Union Soviétique, pour dénoncer fermement cette répression qui mène droit à l'hôpital psychiatrique ceux qui n'acceptent pas sans broncher la dictature totalitaire, les hommes qui s'élèvent avec la même énergie contre le fait qu'en Indonésie, des militants soient condamnés à mort pour avoir tenté de « reconstituer le Parti communiste », décimé après la chute de Sœkarno par un véritable massacre (500.000 morts, au moins !). Seuls ont le droit de réclamer de Brejnev le respect des droits de l'homme, ceux qui n'admettent pas non plus qu'ici, en France, quand on définit l'armée comme « l'ECOLE DU CRIME », on se retrouve inculpé devant un tribunal d'exception, et risque de moisir des mois durant à Fresnes ou à Fleury-Mérogis.

Nous, libertaires, nous ne sommes évidemment pas dupes de la vertueuse indignation des politiciens de droite qui aimeraient faire du mathématicien Pliouchitch le nouvel héros de leur sainte civilisation occidentale, libérale-chrétienne, après s'être complaisamment réjouis des bavardages réactionnaires d'un Soljenitsyne pris au piège du « monde libre ».

Nous ne croyons pas davantage à la soudaine réprobation des chefs communistes français, en face des « bavures » commises par les camarades de Moscou. « Des insuffisances qui doivent être corrigées », gronde Marchais, en montrant ses crocs et en fronçant les sourcils, mais il ne faut pas se leurrer ; les « distances » que semble prendre le secrétaire général, ça fait partie intégrante de la joyeuse comédie que le P. C. F. donne aux badauds ébahis, afin de se fabriquer une gueule plus rassurante.

N'est-il pas comique et plutôt réussi, ce déguisement en séduisants « apôtres de la liberté », d'hommes qui, dans le passé, ont couvert et justifié tous les crimes, tous les forfaits perpétrés au nom du « socialisme », et qui n'ont rien à envier aux abominations des fascistes et des nazis ?

Le pacte germano-soviétique, c'était EUX ; le « coup de Prague » en 1948, c'était EUX ; les déportations en Sibérie de millions d'innocents, coupables d'avoir déplu au tyran Staline, c'était EUX ; l'intervention armée contre les travailleurs et le peuple hongrois en 56, contre les ouvriers en révolte de Berlin-Est, contre ceux de Gdansk en Pologne, c'était ENCORE EUX. La censure permanente, l'interdiction du droit de grève, c'est TOUJOURS EUX..

Alors peut-on supposer — rien qu'un instant — que ce soit de gaieté de cœur que les bureaucrates du palais Fabien aient dû désapprouver nettement l'existence des camps de prisonniers en U.R.S.S. après que TF 1 ait diffusé un film sur le camp de travail de Riga, en Lettonie ?... Mais non. Cette attitude nouvelle coïncide avec tout le tapage mené par le P.C.F. autour de sa « campagne en faveur des libérés ».

Les communistes français ont l'ambition (avouée) de s'emparer du pouvoir par la voie électorale ; pour parvenir à leurs fins, ils savent que l'alliance avec les sociaux-démocrates de Mitterrand est indispensable. Ces derniers affirment à qui veut les entendre qu'ils sont les seuls à défendre à la fois le socialisme et les libertés (c'est toujours marquant d'entendre ce discours dans la bouche d'un type qui fut douze fois ministre sous la République n° 4, et qui — demandez-moi hier — sera un gérant loyal du capitalisme, imitant en cela ses ancêtres, Blum et Mollet, et ses compères Wilson, Schmidt, Nenni, Golda Meir et compagnie).

Le P.C.F. n'a jamais aimé recevoir des leçons du grand parti « allié » ; aussi doit-il se rebiffer, en se présentant lui aussi comme le champion des « libertés ». En tout cas, ce n'est pas aux anarchistes qu'on fera prendre des vessies pour des lanternes.

Nous voulons une société d'hommes libres et égaux, une société harmonique, et cela, le marxisme pas plus que le capitalisme ne peut nous l'apporter.

Notre lutte quotidienne vise à l'émancipation de la classe ouvrière, nous ne devons compter que sur nous-mêmes.

Bernard LANZA.

LA PRESSE CETTE GRANDE MUELTE

Ce n'est pas un hasard si, après le succès de notre meeting sur l'Espagne, après l'attentat des hommes liges du fascisme espagnol, la presse boycotte la présence du mouvement libertaire en France comme en Espagne où celui-ci mène depuis plus de trente ans, une lutte sans relâche contre le régime franquiste. Le peuple est maintenu dans un état de sous-information, l'opinion publique entretenue dans l'ignorance de l'existence d'un courant socialiste antiautoritaire.

A force de rebattre les oreilles de l'opinion par l'assimilation fallacieuse, anarchisme égale terrorisme, on dénie à notre mouvement la possibilité de démontrer les perspectives sociales positives qu'il renferme. Et l'on comprend que la presse se refuse à signaler le plastique que nous avons subi car cet événement vient à contrario des thèses constamment propagées à notre égard. Certes, nous n'attendons pas des journalistes qu'ils fassent à tout instant, et à tout propos, référence à nos propositions ou à nos positions ; mais nous sommes en droit d'exiger d'eux, qu'à défaut de nous ignorer ou de parler de nous comme d'une association de malfaiteurs, ils acceptent de nous considérer et de nous présenter comme une alternative complètement différente au socialisme politicien, qui partout dans le monde a échoué dans son projet de transformation sociale et humaine.

A sa façon, la presse, elle aussi, fait du terrorisme, fût-il intellectuel. En Allemagne, malgré l'affirmation politique du groupe Baader-Meinhof se définissant par l'idéologie marxiste, on continue à scander son appartenance au mouvement anarchiste. Dans

le même temps, la presse oublie de mentionner les détentions abusives, le racketage policier à l'égard du mouvement révolutionnaire allemand et, en particulier des militants et journaux libertaires.

En Italie, la collusion entre la police, la magistrature et les néofascistes continue à s'exercer à l'égard de nos camarades dont Marino Marini. La presse se tait.

En Espagne, des centaines de militants libertaires crouissent dans les geôles de la dictature. Les dernières grèves qui ont secoué le pays ont permis de montrer le renforcement de la répression par la police espagnole. La presse se tait.

Dans notre pays, alors que nous subissons les méfaits du fascisme espagnol, la police française inquiétait des groupes de notre Fédération pour propagande antimilitariste. De cela, nul ne parle. Jamais ! La presse se tait.

On crie au scandale quand des militaires portugais viennent en France et l'on dissimule les menées contre la paix lorsque l'armée française manœuvre avec celle d'un pays tiers. On parle de terrorisme international lorsque des nationalistes arabes font quelque action et l'on voit les entorses faites aux libertés lorsque la police française remet à ses conscrits des militants pourchassés par celles-ci.

Pour être réelle l'objectivité devrait tenir compte de ces réalités. Et après tout, si elle raffole de jugements extrêmes, l'honnêteté lui impose d'accueillir à côté de la thèse, l'antithèse. La vérité mérite bien cela, notre courant de pensée aussi !

Roland BOSDEVEIX

LA GRANDE DÉBACLE

« NON, monsieur, il n'y a plus de morale », gémit mon concierge, récemment promu philosophe à plein temps depuis qu'il a reçu, à sa table, M. Giscard d'Estaing. Et il m'explique : « Hier encore, les choses étaient claires. La vie ressemblait à un western de la Belle Époque. Il y avait les bons d'un côté, les Apaches de l'autre, et, entre les deux, roulant les mécaniques, le viril shérif qui faisait régner la morale à grands coups de gueulante et de revolver. Et si, d'aventure, quelqu'un louchait un peu trop sur la sente interdite — celle de la liberté —, alors on le rabrouait aussitôt, on le montrait du doigt et on lui faisait comprendre qu'au prix où était le chanvre, il serait mieux d'aller se faire pendre ailleurs. »

Oui, tout était simple, au bon vieux temps... Quand le démon avait racolé plus que de raison, on faisait une rafle, on élevait un bûcher et on se débarrassait, à peu de frais, des marginaux du village. Et quand vraiment on ne savait plus à quel saint se vouer, alors on s'en prenait aux écrivains, ces pourrisseurs tout dégoûtants de stupre, ces mercenaires de Satan. Ainsi, pendant plus de quatre siècles, les bons catholiques eurent à leur disposition un Guide Michelin de la littérature, l'Index Librorum prohibitorum, dont les quelque trente éditions permirent aux honnêtes gens de savoir quels étaient les bons auteurs... Les nazis, eux aussi, firent brûler les ouvrages des écrivains maudits. Et, en 1944, les anti-nazis mirent à l'index ou firent exécuter les écrivains hérétiques. Du reste, ne soyons pas « racistes » : au hit-parade de la Bêtise et de l'Intolérance, les hommes, depuis la nuit des temps, se disputent la première place.

de leurs privilèges et de leurs études. Les exécuteurs des hautes œuvres perdent la main. Les déambulateurs de nos églises se peuplent de péripatéticiennes et de fumeurs de hashich.

« Ah, décidément, poursuit mon infortuné concierge, qu'attend donc M. Giscard d'Estaing pour faire mettre à l'ombre ces camelots de la débâche ? Et les évêques feraient mieux de s'occuper des moeurs, au lieu de troquer le goupillon pour la goupille. Car tout ça, monsieur, c'est la faute de l'Église et du gouvernement. Au reste, j'en ai dit deux mots à Anne-Aymone et Valéry, entre la poire et le fromage. Un ange est passé, dans un affreux blue-jeans délavé, trop vite pour qu'on puisse en déceler le sexe. Mais le Président n'a rien dit... »

Décemment, je me suis contenté de branler du chef, comme pour dire « à qui la faute ? ». Pas à mon concierge qui est un honnête homme et qui, en bon Latin qu'il est, en rajoute pour faire plus vrai. N'empêche que pour lui, comme pour beaucoup, l'Église c'est essentiellement la « morale », entendez le garde-fou, la ceinture de chasteté et l'assurance tous risques. Il est, en somme, le parfait produit de 2.000 ans de christianisme mal compris et défiguré peut-être, mais bien appris, en tout cas. Sa leçon, il la connaît sur le bout des doigts. Voilà 2.000 ans qu'on lui rabâche, par anctres interposés, que la seule morale qui compte, c'est celle du bas-ventre. Voilà 2.000 ans qu'on lui rebat les oreilles (sans parler du reste) de calembredaines sexuelles à dormir debout (position conseillée pour éviter les tentations).

J'ai, au rayon d'honneur de ma bibliothèque — celui des purs chefs-d'œuvre —, le Manuel secret des confesseurs (1), de Mgr Bouvier, évêque du Mans, membre de la Congrégation de l'Index, publié en 1827 (bon, ce n'est pas hier, mais nos parents ont bien dû en ingurgiter un peu, du bonvêrisme, et nous aussi, j'en ai peur !). Le passage consacré à la masturbation (vice rédhitoire, comme dans la Chine de 1975) est un des plus hauts sommets de la littérature humoristique universelle. On nous donne même (car notre porno-théologien était fin pédagogue) un exemple convaincant. Il s'agit d'un jeune homme qui vient de découvrir le plaisir satanique :

« Il perdait souvent par le nez un sang pâle et aqueux ; une bave lui sortait continuellement de la bouche. Attaqué de la diarrhée, il rendait ses excréments dans son lit sans s'en apercevoir. Le flux de la semence était continu ; ses yeux chassieux, troublés et éteints, n'avaient plus la faculté de se mouvoir... ». A côté de Mgr Bouvier, José Bénazéraf fait figure d'enfant de chœur élévé au bromure et au régime sans sel.

Il est vrai qu'on n'ose plus guère, aujourd'hui, nous abreuvier de ces inepties, mais notre inconscient collectif est encore confusément chargé de tous ces tabous d'un autre âge. Et qui dit tabou dit intolérance envers ceux qui le violent. La tendance naturelle de l'homme, à gauche ou à droite, au Pôle Nord ou sous les Tropiques, à Santiago ou à Ho-Chi-Minh-Ville, à Pékin ou au Vatican, est de refuser violemment ce qui l'inquiète et le remet en question.

En attendant le grand aggrondissement de la « morale », certaines gens d'Église, et non des moindres, feraient bien de laisser leurs cymbales à la sacristie et d'arrêter de stigmatiser, dans des cathédrales vides et des déclarations qui le sont plus encore, les hommes et les femmes de notre temps. Après tout, même Saint Paul (qui mérite, pourtant, la Palme d'Or de la misogynie) faisait de la tolérance une vertu chrétienne : « Que celui qui s'abstient, disait-il, ne juge pas celui qui mange de tout ».

Michel RENOUDARD

(1) Jérôme Martineau, éd., 1968.

LA RELIGION, C'EST LA GUERRE !

« ...Comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés » (Pater Noster des Chrétiens).

Malgré la citation placée en exergue de cet article, nous maintenons nous, anarchistes, que les RELIGIONS — TOUTES LES RELIGIONS — sont facteurs de GUERRE !

Il nous suffit de suivre l'actualité, au jour le jour, pour constater que cette affirmation n'est pas gratuite.

Tout d'abord, voyez l'Irlande. Les deux factions, la catholique et la protestante, s'entremassent comme il y a trois siècles au nom de l'« infinie bonté » du même dieu. Certes, le fait social n'est pas à écarter et le livre de Michel Perraudau, *Irlande, le pays des Nègres Roux*, nous peint un tableau saisissant de la mise en servitude de la minorité catholique par la majorité ploutocratique protestante (et même catholique). Mais c'est sur le plan religieux que débütèrent les oppositions armées et que continuent les luttes. L'impérialisme anglo-protestant a été le fournisseur du terrorisme catholico-nationaliste.

Au Moyen-Orient, les deux communautés religieuses libanaises en sont venues aux armes. Les phalanges chrétiennes maronites ont les premières ouvert les hostilités contre les progressistes (?) musulmans. Ceux-ci, aidés par les Palestiniens (encore un peuple paria), ripostèrent et, petit à petit, la guerre s'installe au Liban, lieu de résidence commun aux communautés antagonistes.

La guerre Israëlo-Arabe, en dehors des conflits politico-économiques, est une guerre de religions ; elle date de la naissance de l'Islam.

En Espagne, les adeptes de l'organisation du Christ-Roi, la partie la plus extrême-droitière et fasciste du franquisme, assassinent sans vergogne tous ceux qui réclament un minimum de liberté.

Au Chili, l'immonde Pinochet et ses forbans galonnés tuent chaque jour des hommes qui ont le tort de ne pas penser comme eux. Et ce catholique fanatique agit avec la bénédiction du clergé. Sans doute, à l'exemple de son maître à penser, Franco, se confesse-t-il et obtient-il l'absolution de ses crimes au nom du pardon des offenses !

L'Uruguay et, tout récemment l'Argentine où un coup d'État fut tenté au nom de l'IDEAL (?) chrétien, ajoutent des « prophètes » sanglants au sinistre palmarès de la chrétienté.

Après cela, Paul VI, pape de son état, a bonne mine lorsqu'il se lamente (?) hypocritement sur ce sang qui répandit si abondamment ses thuriféraires les plus zélés. Il a bonne mine lorsqu'il embrasse les pieds de l'archimandrite d'Orient en vue d'une réconciliation (?) que, par ailleurs, ses cagoullards libanais condamnent.

La route de « la gloire de dieu » est singulièrement jalonnée de cadavres et la religion prouve, chaque jour, qu'elle est le plus grand commun diviseur de l'HUMANITE et aussi le plus sanglant des phénomènes humains.

Quand les hommes se débarrasseront-ils de leurs phantasmes issus de la nuit des temps ? Quand voudront-ils s'unir face à ces exploités éhontés de la crédulité que sont les gourous, les prophètes, les prêtres de toutes obédiences ? Quand, enfin, leur raison refusera-t-elle d'écouter ces falsificateurs de la vérité que sont tous les pontifes, religieux ou politiques ?

Il serait temps d'y penser face au mysticisme montant et sa conséquence politique : le FASCISME.

Paul MAUGET

SOUSCRIPTIONS "MONDE LIBERTAIRE"

ANONYME	2,00	ANONYME	10,00	MOAL	10,00
ANONYME	2,50	MORIN	50,00	JORDY	40,00
TIRON-PROUDHON ..	10,00	PREISS	50,00	SCHUMACHER	10,00
VINCENT	9,50	PARIETTI	50,00	H. PLANAS	37,00
ROLAND	10,00	DIOT	10,00	Groupe I. PUENTES ..	300,00
ERIC	4,00	CARRETIER	25,00	DECOTTIGNES	10,00
JACQUES	8,00	ABBADIE	20,00	COUTRET	15,00
CLAUDE	11,70	JAMES	300,00	GARDES	10,00
ANONYME	1,50	BANCE	10,00	FLAMAND	30,00
PATRICK	10,00	BAUDET	10,00	COSQUER	40,00
ANONYME	4,00	FOURNEAU	10,00	LAINE	40,00
ANONYME	20,00	DUMONTEIL	100,00	BONIC	10,00
JEAN-PIERRE	10,00	CHAUVIN	5,00	ANONYMES	63,00
BERNARD	32,00	GROUPE D'ANGERS ..	25,00	DUPUIS	20,00
VERMERIE	34,00	VELUDO	10,00	PETER	4,00
DASPET	10,00	DOMENGE	10,00	JEAN-CLAUDE	1,00
OULLINS	25,00	COVA	50,00	RICHARD	10,00
BOUCHET	10,00	CASTERA	10,00	RENAL	1,00
LAFOSSE	10,00	CIVADE	50,00	POLIDUR	10,00
CABALLERO	10,00	ANONYME	40,00	VOLINE	4,00
COUSSA	22,00	PATIN	5,00	HERVE	10,00
GONZALEZ	10,00	GARCIA A.	10,00	LOUIS	4,00
JOURDOIS	32,00	MAK-EDERY	20,00	LOUIS II	15,00
DIDIER	2,00	PULIDORI	10,00	PAIRICK	4,00
ELIOS	4,00	COLIN	5,00	VINCENT	6,00
CHRISTIAN	2,00	LANTUEJOUL	5,00	ORSAY	3,00
CHRISTIAN	1,10	PEINCEDE	35,00	JEAN-LUC	10,00
				FELSENBERG	10,00

Rôle de l'Armée en Afrique

ROLE DE L'ARMEE
DANS LE PROCES
DE FORMATION
DES CLASSES

Le coup d'Etat, est, en Afrique, un phénomène relativement récent (comme en Asie, mais non comme en Amérique latine). La vague de coups d'Etat, réussis ou avortés, et de contre-coups d'Etat a déferlé sur le continent africain sans faire de distinction entre les différents régimes civils en place, leurs structures politiques, leurs idéologies ou leurs assises populaires, et celles qui soient les dimensions et la puissance des armées.

On ne peut comprendre l'intervention des militaires dans la politique, si l'on ne tient pas compte de la nature de l'Etat post-colonial : un Etat qui doit maintenir des conditions de production propres aux économies dépendantes. Cela implique un examen des structures de classes, en particulier du rôle de la classe possédante indigène, et du procès de formation de classes dans la société décolonisée. Mais la dispari-

tion de la domination coloniale ne signifie pas la fin de l'impérialisme ; l'ordre post ou néo-colonial sert à ménager sous des formes nouvelles le même type de relations entre l'ancienne colonie et les centres du capital. L'Etat doit alors être considéré dans son contexte international comme l'expression à la fois des intérêts de classes sociales et de ceux des métropoles.

Autre caractéristique de l'Etat post-colonial qui éclaire la signification des coups d'Etat : les structures étatiques léguées par l'administration coloniale, conçues pour exercer une domination sur l'ensemble des classes sociales, ne devaient pas être accaparées par l'une ou l'autre des classes sociales après l'indépendance. L'appareil d'Etat se trouva « sur-développé » par rapport à l'importance de la formation sociale, comme un corps hypertrophié et relativement autonome. Cette remarque est importante pour expliquer la capacité des militaires, instruments de coercition de l'Etat, à se saisir du pouvoir et à le garder.

L'Afrique doit sa vulnérabilité aux crises politiques, à l'asservissement de ses structures économiques au système de marché mondial. En Afrique occidentale l'entreprise coloniale dominante exigeait que l'on encourageât la production paysanne ou celle des riches fermiers, qui fournissaient les récoltes de l'exportation. En d'autres régions, ce furent les plantations ou les sociétés géantes exploitant les minerais, qui imposèrent d'autres méthodes d'extraction des surpluses. De telle sorte le processus de la formation sociale reste marqué par ces conditions spécifiques imposées par le capitalisme colonial.

Néanmoins, malgré toutes ces variantes, il existe des traits communs à toute l'Afrique :

1) Les économies coloniales étaient, pour satisfaire, placées au centre de l'accumulation du capital.

2) Elles étaient dominées par le capital étranger. Même dans la dernière phase, lorsque l'impérialisme de traite classique a commencé à céder la place à une participation des sociétés à industrialisation locale toujours limitée, les vieux schémas de domination du capital étranger sont demeurés en place. La domination s'exerce à travers le réseau complexe de l'assistance technique, des quotas imposés pour la fourniture d'une technologie de haut rendement en capital, et des accords sur les prix.

A l'intérieur de l'Afrique, le capital indigène qui a pu se faire une place est d'origine marchande, ou commerciale, mais non industrielle. Le capitaliste local qui est arrivé était un marchand et non un chef d'industrie ; il a développé ses activités dans la branche de l'import-export, non dans celle des sociétés industrielles. Là est la caractéristique des économies sous-développées africaines, qui explique la faiblesse des classes possédantes. Quand survient l'indépendance, aucune classe dominante indigène n'avait enraciné son pouvoir dans le contrôle de l'économie. L'Afrique n'avait produit qu'une petite bourgeoisie avide, une classe moyenne composée d'importateurs-exportateurs, de petits transporteurs, de fonctionnaires et de membres des professions libérales. Les entrepreneurs locaux devinrent des intermédiaires entre les intérêts étrangers et l'économie nationale. La bourgeoisie qui aspirait à s'affirmer n'avait pas d'autre choix : il lui fallait se tourner vers l'Etat, source du capital.

Contrôler le gouvernement, c'était avoir accès aux ressources de l'Etat et cela s'est révélé un facteur décisif dans la formation de classes. Le fait d'occuper des fonctions politiques, dans les systèmes africains, donne accès aux leviers de l'économie, car dans les économies sous-développées, l'Etat est la principale source de capital domestique ; c'est lui qui distribue les contrats, les licences et les devises ; il dispose du monopole du commerce dans les domaines réservés, il est la principale source de clientèle, le principal employeur. En fait, il soude le pouvoir économique, en comblant les vides laissés par les étrangers. En conférant à l'Etat un rôle d'intermédiaire à l'égard du capi-

tal étranger, les hommes politiques se sont transformés en hommes d'affaires et c'est ce qui leur a permis de s'affirmer en tant que classe économique.

D'où la férocité des conflits politiques dans ces nouveaux Etats indépendants. Lutte de classes en formation qui oppose les factions et les couches de la petite bourgeoisie et d'une bourgeoisie commerciale avide de s'imposer : voilà de quoi est faite « l'instabilité » africaine.

En ce sens, les coups d'Etat apparaissent comme des manifestations distordues de la lutte de classes. L'armée entre en jeu pour suppléer à l'incapacité de la petite bourgeoisie cherchant à s'affirmer comme la classe hégémonique. Elle peut alors favoriser

reil d'Etat qui se voie encouragée par les militaires au pouvoir : il s'agit alors de créer une propriété publique qui va se trouver placée sous le contrôle indirect de la petite bourgeoisie grâce au rôle réservé à cette dernière dans la gestion des affaires publiques. Dans ce cas, une profession de foi idéologique est indispensable pour justifier l'action économique de l'Etat. Il se proclamera donc « socialiste ». Les exemples les plus significatifs nous sont donnés, au Nord de l'Afrique, par l'Algérie et la Lybie, qui disposent avec le pétrole d'énormes ressources financières versées directement dans les caisses gouvernementales ; dans les économies rentières, le système étatique semble avoir trouvé d'immenses possibilités d'épanouissement. Et ainsi



« Ils n'ont pas craché sur le drapeau... »

Cette phrase prononcée par l'un des conférenciers donne un reflet exact de ce que fut le meeting organisé par la C.F.D.T. au Théâtre municipal de Besançon le mardi 6 janvier, dans le cadre de l'affaire des Syndicats de soldats.

Cette réunion n'a fait que préciser une bonne fois pour toutes la position de ce Syndicat face à l'armée : « Soldat, sous l'uniforme tu restes un travailleur ! ».

Voilà qui donne le ton de l'ensemble de la soirée, à savoir que la C.F.D.T. construit un système qui considère l'armée non comme un parasite, mais comme un lieu de travail temporaire où les acquis de la lutte des travailleurs doivent être appliqués, où toute dégradation physique de la personne humaine sera considérée comme « accident du travail », où le soldat, comme tout travailleur, devra être rémunéré et bénéficier du S.M.I.C., du respect et de l'amélioration de ses conditions de vie...

Drôle de conception du travail qui doit faire se retourner dans leur tombe ceux qui furent à l'origine du Syndicalisme (mais qui se souvient encore de la Charte d'Amiens ?) et qui avaient compris la nécessité, pour les travailleurs, de lutter contre l'armée, instrument le plus sûr de l'Etat contre leur émancipation.

Et c'est à partir de cette conception que la C.F.D.T. justifie la création d'un Syndicat de soldats !

Non, messieurs, il n'est nul besoin de crier que vous n'êtes pas antimilitaristes ! Qui pourrait encore en douter ? Votre bonne foi est par trop évidente, vos attentions nous vont droit

au cœur ; au point que l'on pourrait se demander pourquoi le pouvoir est si acharné contre vous. N'avez-vous pas fait appel, pour démontrer votre désir de rester dans la légalité républicaine et le patriotisme, à des magistrats et à un compagnon de la libération ? Ce dernier, d'un ton paternaliste (mes enfants... s'écrit-il à propos des soldats), nous fit rêver d'une armée fraternelle, où la bonne entente entre tous, gradés et simples soldats, serait de mise et réglerait tous les problèmes...

On pourrait d'ailleurs se demander pourquoi faire tant de bruit autour de cette affaire (« il n'y a pas de quoi fouetter un chat », comme le reconnaissait un des avocats), puisque personne « n'a craché sur le drapeau », ni remis en cause la défense nationale.

Et si l'on a fait une grande place, durant cette réunion, à la nécessité d'agir pour la libération de tous les militants emprisonnés, on a « oublié » le sort des insoumis et objecteurs qui moisissent dans les geôles de l'Etat, parfois pendant plusieurs années.

Ah ! non, à Besançon, ce soir-là, on était bien loin de l'enthousiasme suscité par l'affaire LIP.

Mais ceci ne doit pas nous faire faillir dans notre volonté de dénoncer l'illusion d'une armée au service du peuple et sur laquelle celui-ci puisse avoir un contrôle ; plus que jamais nous devons rester vigilants, plus que jamais nous devons développer la propagande antimilitariste.

Patrick PIDOUX
Patrick LACROIX
(Groupe Libertaire Proudhon)

le pouvoir se concentre dans les mains d'une couche réduite de la petite bourgeoisie, la bourgeoisie bureaucratique qui, certes ne possède pas les moyens de production, mais détient d'énormes pouvoirs sur l'utilisation des ressources.

ROLE REPRESSIF DE L'ARMEE

La condition du pouvoir militaire, c'est la méfiance à l'égard des masses et leur autonomie. Dans la plupart des Etats africains, le prolétariat urbain ne se développe que lentement, et sa croissance est asservie aux impératifs d'une production de haut rendement en capital imposée de l'extérieur. Les masses organisées ne constituent pas encore une menace sérieuse pour la bourgeoisie et la bureaucratie.

Si l'Afrique indépendante ne connaît pas encore de système de police secrète du type brésilien, la quête de ses masses n'en a pas moins été imposée par la combinaison des moyens matériels d'intimidation dont les militaires font étalage et par leur aptitude à se poser en défenseurs des droits du peuple et à organiser leur pouvoir.

L'armée est l'instrument suprême pour imposer la domination de classe.

Un seul mot d'ordre : sa suppression !

M. M.

FAILLITE DU MARXISME

Marx s'est trompé. De cela, nous, anarchistes, nous sommes convaincus depuis longtemps. Mais aujourd'hui, il y a du nouveau. L'un des principaux partis marxistes français, et on peut même dire le principal, admet un certain nombre d'errements dans la société russe, et remet en cause certains concepts fondamentaux du marxisme, comme la « dictature du prolétariat ».

Cette attitude nouvelle du Parti Communiste à son importance. Elle permet, en effet, de condamner définitivement le marxisme, en utilisant uniquement des faits reconnus par les marxistes, tous les marxistes, tels les camps en U.R.S.S., par exemple.

Mais avant toute chose, il nous faut reprendre la genèse du marxisme. Qu'est-il exactement ?

Pour Marx, l'essence de la société est la lutte de classes, due à la production de la plus-value. Le processus serait le suivant : le patron n'achète pas, malgré les apparences, le travail mesuré en heures de l'ouvrier, mais sa force de travail, c'est-à-dire qu'il prend

en charge la formation et l'entretien (intellectuel et physique) de cette force de travail. Ce faisant, il a le « droit » d'utiliser cette force aussi longtemps qu'il le veut, et il lui suffit de l'utiliser jusqu'à ce que la valeur du travail (en heures) ajoutée à l'objet manufacturé soit supérieure à la valeur de la force de travail achetée : c'est la plus-value.

La lutte de classes (1), dans cette optique purement économique, est donc de diminuer le plus possible le temps de travail, donc la plus-value, de manière à faire coïncider la valeur de la force de travail avec celle du travail effectué.

L'Etat, selon Marx, serait directement issu de ce concept de lutte de classes. S'il y a une lutte, il y a recours à la force. L'Etat est le moyen qu'a la bourgeoisie de maintenir sa domination sur la classe ouvrière. L'Etat est un organe d'oppression de classes.

La classe ouvrière étant la classe opprimée, il lui suffit de prendre en main les rênes de l'Etat pour se supprimer elle-même

en tant que classe opprimée. L'Etat perdra donc toute utilité, et se mettra à déprimer au fur et à mesure que la bourgeoisie sera détruite en tant que classe. Le but des marxistes est donc la prise en charge de l'Etat, ou dictature du prolétariat.

Toute la théorie marxiste expliquée ci-dessus (2) est étroitement mêlée à une idée fautive : Marx, en effet, fonde toute l'analyse de la société sur l'économie. L'économie serait le surdéterminant de l'histoire, pour reprendre la formule consacrée.

Pour nous, anarchistes, il n'y a pas d'ambiguïté. Une analyse complète de la société se fait sur au moins quatre facteurs : culturel, sociologique, politique et économique (3). En rejetant trois de ces facteurs, Marx est passé à côté de choses aussi importantes que la psychologie des individus, et l'emprise qu'un individu peut avoir sur l'histoire. Ainsi, si la plupart des marxistes rejettent Staline, aucun marxiste ne peut expliquer le phénomène stalinien en termes de lutte de classes.

Contrairement à l'idée répandue par les marxistes, les anarchistes sont aussi des matérialistes historiques (4). C'est-à-dire qu'ils se servent du passé, non pour essayer de deviner l'avenir, comme l'a fait Marx, mais pour analyser les fautes faites, et en tenir compte.

Or si aujourd'hui plus personne ne nie l'existence de « camps de concentration » en U.R.S.S., si certains appellent l'Etat russe « Etat ouvrier dégénéré » et autres fariboles, personne n'a essayé d'analyser plus avant les phénomènes russe et chinois.

Nous qui tenons compte de l'histoire, nous notons que, contrairement à la prédiction marxiste, l'Etat n'a déprimé nulle part, et qu'au contraire il s'est renforcé. Ainsi, la Russie et la Chine font aujourd'hui partie des grandes puissances militaires. Or l'armée est un phénomène purement étatique ; même Lénine le disait (cf. *L'Etat et la Révolution*). Ainsi, en Russie et en Chine il existe des camps de travail, et ce depuis la révolution. La police existe toujours et les frontières sont bien plus hermétiques qu'avant. Il ne fait aucun doute donc que l'Etat s'est renforcé. Du côté du P.C.F., on nous a dit : « Mais le combat n'est pas terminé, il faut toujours combattre la bourgeoisie ». Cela est vrai en partie, les pays de l'Est étant entourés de pays capitalistes. Mais à l'intérieur, existe-t-il encore une bourgeoisie ? « Oui », nous a-t-on dit. Pourtant, la bourgeoisie est un terme économique ; il signifie, entre autres, qu'on est propriétaire des moyens de production. Dans les pays de l'Est, seul l'Etat est propriétaire. La bourgeoisie n'est plus un terme économique ? Alors ? Le silence. Les marxistes du P.C.F. sont incapables d'expliquer le renforcement de l'Etat. Du côté des trotskystes, on nous dit que la révolution a dégénéré. A partir de quand ? Ils ne le précisent pas. Dès 1917 ? Car, dès cette date, l'Etat se renforçait. La répression a frappé les anarchistes de Moscou, jusqu'à leur disparition, puis ceux d'Ukraine, et puis Cronstadt, qui n'était pas qu'anarchiste (5).

Ces erreurs, nous l'avons dit, viennent de ce que Marx, au lieu de se référer à un matérialisme historique, se réfère toute sa vie à un « économisme historique ».

Nous, anarchistes, prétendons que l'Etat (base politique de notre société actuelle) peut acquérir une certaine indépendance vis-à-vis de la base économique. Cela lui permet d'assurer sa propre survie, quand l'économie ne la justifie plus. Car l'Etat reproduit une société de classes (classes dirigeantes, classes opprimées). Ce phénomène, les marxistes ne l'ont pas compris. L'Etat ne s'appuie pas forcément sur une base économique. En U.R.S.S., une base culturelle a pris sa place (la « chasse au bourgeois »), confortant l'Etat dans son pouvoir, et créant alors des rapports économiques d'oppression.

D'ailleurs, ce ne sont pas les seuls avatars de Marx en matière de prédiction. Se fondant sur sa théorie (la révolution ne pouvait être faite que par le prolétariat), Marx avait prévu la révolution

dans les pays européens : Angleterre, Allemagne. Or, celle-ci a d'abord eu lieu en Russie (pourtant, Marx prétendait que les Slaves étaient réactionnaires et barbares), puis en Chine. L'histoire nous apprend même que toutes les révolutions marxistes ont eu lieu dans des pays industrialisés, où la distinction classe bourgeoisie - classe prolétaire concernait une infime partie de la population, où la majorité de la population était paysanne, et où existait encore un régime plus ou moins féodal. Ni la Chine, ni l'U.R.S.S., ni Cuba ne démentent cette analyse.

Pourtant, si Lénine était conscient de la nécessité de faire la révolution avec la paysannerie (le programme du Parti Communiste prévoyait, non pas la socialisation des terres, mesure impopulaire, mais leur répartition entre les moujiks), il a tenté d'ignorer ce phénomène en essayant de démontrer qu'il existait vraiment une société capitaliste en Russie. Mais il n'a jamais tenté d'expliquer le phénomène paysan. Et les marxistes modernes, s'ils commencent à se pencher sur le problème de la paysannerie (est-elle une classe ?), refusent d'analyser les facteurs culturels et sociologiques qui ont fait que les révolutions du XX^e siècle ont eu lieu dans des pays industriellement peu développés.

Il est d'ailleurs assez significatif qu'ils n'aient jamais poussé leur analyse en ce sens. Car alors, ils auraient ramené le marxisme à sa juste place : un rêve utopique.

Eric du Groupe Voline.

PROPOS SUR UNE LOI

Une loi sur la famille agite le parlement, sur laquelle il est beaucoup plus question des effets qu'elle suscite que des motifs qui l'inspirent, bien que ceux-ci soit rappelés à titre concexe.

En réalité, son essentiel est la question démographique, même si on la situe à l'arrière-plan.

Comme à l'accoutumé le problème est posé à rebours.

L'on encouragera d'abord par des primes accrues le nombre des naissances.

L'on élargira ensuite les normes d'accès, en matière de logement, aux familles nombreuses, avec un nombre de pièces plus important et proportionnel à celui des enfants.

Et l'on espère enfin que ces décisions « devraient entraîner le doublement du rythme annuel de construction des logements de ces grandes dimensions ».

Ainsi, toutes ces « généreuses mesures » aboutissent en fait à l'enrichissement de quelques promoteurs.

Nous sommes loin de la politique d'austérité et de la condamnation de l'expansion pour l'expansion dont il fut question plus haut.

Le raisonnement déductif des hommes au pouvoir est le même que celui de docteurs qui, dans le domaine médical, multiplieraient les cas de tuberculose pour permettre d'édifier des sanatoria.

Et naturellement les hommes de gauche ou de droite, syndicalistes ou partis, ne font entendre de plaintes que dans le regret qu'on ne soit pas allé

plus loin (dans la folie sans doute).

Entendons-nous. Toutes les mesures prises : augmentation aux familles nombreuses, prêts aux jeunes ménages, extension du congé maternel, pourraient apparaître comme ayant un caractère social, si elles n'avaient pour objet la multiplication de ces familles nombreuses, et par cela même l'asservissement de la classe ouvrière à la réaction.

D'autre part, il est notoire que l'Etat qui ne produit pas ne dispose de subsides que dans la mesure où il les prélève par un accroissement d'impôts sur l'ensemble des contribuables, ou, en termes plus clairs, qu'il ne fait que nous soutirer d'abord ce qu'il prétend nous offrir ensuite (et sans assurance ni contrôle que la part qu'il prélève ne soit pas supérieure à celle qu'il restitue).

On peut invoquer sans doute la répartition de la somme globale des impôts, dont nous savons que la plus large part va au plus improductif et au plus dévastateur des ministères : celui de la sacro-sainte et illusoire défense nationale.

En dehors de lui, les mutations ne sont pas sans danger et c'est Madame Simone Veil elle-même qui les signale :

« Aller plus loin (que les 60 milliards versés au titre de l'aide à la famille) supposerait que l'on accepte une nouvelle augmentation de la masse des argentiers ou bien que l'on reconnaisse, comme cela a été le cas en 1945, une priorité absolue à l'aide à la famille sur l'aide aux personnes âgées ou

sur d'autres emplois collectifs ».

Et voilà où apparaît le caractère ubuesque de la politique gouvernementale : pousser à la prolifération des naissances, alors que les nouveaux venus sont promis à la disette lorsqu'ils atteindront l'âge des vieillards, car les pouvoirs qui réclament à cor et à cri une France de jeunes ne se sont pas arrêtés à ce détail que tout nouveau-né est un vieillard en puissance, à moins que, par la grâce de quelque accident atomique, la vie à la surface de la planète soit anéantie, sans considération de frontière et de théorie nataliste.

Mais j'entends déjà la réplique euphorique des optimistes béats : d'ici que les jeunes deviennent des vieillards les hommes au pouvoir auront bien découvert quelque remède.

Comment ne pas faire confiance en effet à ceux qui, au cours d'un demi-siècle, ont plongé par deux fois l'humanité dans une guerre mondiale ? Et comment de pareilles augures ne découvriraient-ils pas un antidote au mal qu'ils ont créé, quand ce ne serait que le génocide par une troisième tuerie à l'échelle planétaire ?

En réponse aux questions et aux objections soulevées, un plan est en cours qui nous promet des réponses pour 1980.

Il est notoire que, faute de rien résoudre dans le présent, les hommes au pouvoir (ou qui y aspirent) ont toujours des solutions idéales pour des avens plus ou moins éloignés, dont les échéances sont toujours renouvelables.

Maurice LAISANT

SCHÉMA HISTORIQUE DE LA RÉVOLUTION MEXICAINE

Antécédents

Le processus de la révolution mexicaine présente des caractéristiques idéologiques difficiles à classer et très complexes, comme on peut le supposer d'un peuple sortant d'une longue période de colonialisme esclavagiste et qui a reçu l'impact des nouvelles idées d'émancipation et de justice projetées depuis l'Europe et reflétées ici par ses penseurs et sociologues les plus clairvoyants.

Vers le milieu du XIX^e siècle, les idées de Fourier et Proudhon trouvèrent écho chez des personnes comme Ignacio Ramírez et Melchor Ocampo (ce dernier en vint à traduire quelques œuvres de Prou-



Porfirio Díaz, sur les marches de l'impopularité...

dhon), qui s'efforçaient de faire connaître ces idées au peuple pour ce qu'elles signifiaient d'espoir et de moyens vers la conquête de son émancipation intégrale.

A l'opposé, le régime politique dans lequel le Mexique vivait, était pratiquement dictatorial, surtout depuis la mort de Benito Juárez, survenue en 1872, époque à laquelle la présidence de la République est occupée par Sebastián Lerdo de Tejada, élu pour la période 1873-1876, à la fin de laquelle il sera réélu.

En 1884, le général Porfirio Díaz conquiert la présidence de la République pour la seconde fois et ne la quittera pas avant 1911, date à laquelle la Révolution le met en déroute. Ce gouvernement qui dura 30 ans vit se dérouler sept élections : 1877-1880 (de 1880 à 1884, le général Manuel González assumait la présidence), 1884-1888, 1888-1892, 1892-1896, 1896-1900, 1900-1904, 1904-1910, et en 1910, on le déclara élu pour la période 1910-1916. Durant ces trente ans, le gouvernement de Porfirio Díaz s'employa à « pacifier » la république en employant une poigne de fer contre le petit peuple, en aidant au développement matériel dans le but de fortifier les grands propriétaires et le clergé, et finalement les grands capitalistes qui entretenaient la formation d'une industrie débutante.

La révolution

En pleine domination porfiriste, le 7 août 1900, paraît le journal « Regeneration » fondé par R. F. Magón, dans lequel on combat la dictature porfiriste et propage des idées très proches des conceptions anarchistes et révolutionnaires. Le 30 du même mois, un groupe de libéraux, dirigés par l'ingénieur Camilo Arriaga, lance un manifeste pressant le peuple mexicain à former le Mouvement Libéral mexicain et dès lors, avec l'apparition des frères Flores Magón (parmi lesquels se distinguaient Ricardo), de Práxedes Guerrero, Librado Rivera, et d'une pléiade de lutteurs anarchistes, la lutte contre la dictature porfiriste ne connut plus de trêves ; les publications, les manifestes, les emprisonnements et les faits sanglants se succédèrent, tel le massacre de Cananea, où les sbires des compagnies minières de la région mirent à mort plus de cent travailleurs, ceux de Río Blanco et de Veracruz qui suscitèrent une haine croissante contre la tyrannie et un sentiment révolutionnaire chaque fois plus intense, qui allait en s'étendant dans tout le pays.

Parallèlement à ce mouvement révolutionnaire, surgit un mouvement politique anti-porfiriste, dominé par Francisco I. Madero, qui, en 1908, publia un livre contre la réélection.

Le 4 octobre 1910, Porfirio Díaz est réélu président pour la période de 1910 à 1916. Madero lance le plan de San-Luis (en date du 5 octobre) déclarant nulles ces élections et proclamant la non-réélection comme loi suprême, en même temps qu'un appel aux armes, fixant au 20 novembre un soulèvement général. A cette date éclate la révolution à Puebla et à Chihuahua. En Basse-Californie, Ricardo Flores Magón se soulève et s'empare provisoirement de Mexicali.

Six mois après le soulèvement du 20 novembre, Porfirio Díaz est vaincu. On signe le 21 mai 1911 l'accord de Ciudad Juárez et le vieux dictateur, maître absolu du Mexique durant trente ans, part pour l'Europe.

Madero entre à Mexico le 7 juin. Il est élu président en octobre et prend possession de ses fonctions le 6 novembre. En moins d'un an, la rébellion servit de tremplin à Madero pour s'élever jusqu'à la présidence.

Madero, qui n'était pas un vrai révolutionnaire, mais un bourgeois libéral assez modéré et propriétaire terrien, s'engagea dans la tâche impossible de détruire la tradition gouvernementale porfiriste viciée, avec les éléments mêmes qui la composaient et qui en avaient profité. Et en réalité, même s'il avait appelé à son cabinet des ministres plus radicaux que ceux qu'il avait choisis, la situation n'aurait pas été substantiellement modifiée, car les nécessités étaient beaucoup plus profondes.

Madero n'ébaucha même pas les profonds changements que l'on espérait d'une révolution tant désirée et aux racines si radicales. Les révolutionnaires qui exigeaient l'accomplissement des demandes de la révolution pour ce qui était des véritables transformations sociales, finirent par prendre les armes. C'est ainsi que le fit Emiliano Zapata dans le sud de la République et le 28 novembre 1911, il expédia le plan d'Ayala. De même, Pascual Orozco, dans le nord, lança le 25 mars 1912 le plan de Chihuahua.

Zapata, avec le drapeau « Terre et Liberté », et en relations avec le mouvement Magoniste (relations niées par quelques historiens), représentait le désir de la Terre exprimé par les dépossédés tout au long de l'histoire mexicaine. Par héritage ancestral, sa famille était dépositaire des désirs revendicatifs des com-

munautés indigènes de sa région et jouissait de l'adhésion quasi religieuse des multitudes paysannes du sud.

Les réactionnaires se levèrent aussi contre Madero, et le général Bernardo Reyes se joignit à la révolte avec quelques éléments, confiant dans le fait que les partisans qu'il eut en d'autres temps le suivraient. Mais il échoua et se livra à Linares (Nuevo León), le 25 décembre 1911 et fut emmené à la capitale pour être enfermé dans la prison militaire de Santiago Tlalotelco. De même, Félix Díaz, neveu du dictateur Porfirio Díaz, se souleva à Veracruz, le 16 octobre 1912, et au bout d'une semaine tomba au pouvoir du général Beltrán et fut transporté à la prison de Santiago Tlalotelco. Pendant ce temps, en plein développement de la révolution, les éléments avancés des forces ouvrières de la capitale fondèrent, le 15 juillet 1912, la Maison de l'Ouvrier Mondial, où se formèrent les célèbres bataillons rouges dans lesquels intervinrent quelques éléments anarchistes. Mais ni la Maison de l'Ouvrier Mondial, ni les bataillons rouges ne purent donner à la révolution une orientation proprement socialiste ou anarchiste.

La décennie tragique

Après quinze mois de gouvernement maderiste, les divers mouvements armés qui prétendaient radicaliser la révolution, et l'opposition constante des forces réactionnaires créèrent un climat propre à un soulèvement dans la ville même de Mexico. Le dimanche 9 février 1913, à l'aube, les forces d'artillerie de Tacubaya et les jeunes militaires de l'École des Aspirants de Tlalpan arrivèrent à la ville et ouvrirent les portes de la prison de Santiago Tlalotelco aux généraux Bernardo Reyes et Félix Díaz qui, accompagnés de Manuel Mondragón, se dirigèrent vers le palais national, en pensant qu'il était déjà entre les mains des forces insurrectionnelles. Mais le général Lauro Villar, qui avait réussi à maintenir le palais en son pouvoir, reçut avec une décharge les insurgés qui avançaient sûrs et confiants sur la place de la Constitution. Le général Bernardo Reyes fut tué et ses alliés Félix Díaz et Manuel Mondragón fuirent et se réfugièrent dans la citadelle.

Alors commença la Décennie tragique, épisode qui opposa durant 10 jours les forces du gouvernement qui avaient comme centre d'opérations le Palais national et les forces réactionnaires qui s'étaient retranchées dans la citadelle. Le président Madero surveilla personnellement les opérations pour étouffer la rébellion et donna le commandement des troupes au général Victoriano Huerta qui avait déjà vaincu le rebelle Pascual Orozco à la bataille historique de Bachimba.

Mais Huerta trahissait le gouvernement et une semaine après, le 21 février, il faisait prisonnier le président Madero et le vice-président Pino Suárez qui, le jour suivant, sous prétexte qu'ils essayaient de fuir pendant leur transfert en prison, furent assassinés.

La révolte renaît

Après avoir assassiné Madero, le général Huerta s'empara de la présidence pour rétablir la vieille politique, implantant une dictature de type porfiriste. Mais les assassinats de Madero et de Pino Suárez indignèrent et émurent le pays. Le 5 mars 1913, Ignacio L. Pasqueira, gouverneur de l'Etat de Sonora, renie Huerta, et nomme le général Alvaro Obregón, qui avait déjà combattu contre Pascual Orozco, chef de la section de guerre. Au même mo-

ment, Venustiano Carranza, ancien gouverneur de l'Etat de Coahuila, lance le 26 mars son plan de Guadalupe, en reniant aussi Huerta et en appelant le pays à prendre les armes, en même temps qu'il déclarait assumer la charge de premier chef de l'armée constitutionnaliste.

Alors commença une lutte féroce entre l'armée fédérale au service de Huerta et les divers contingents révolutionnaires, formés de la façon la plus bigarrée et la plus hétérogène. Voyant sa déroute imminente, Victoriano Huerta abdiqua le 15 juillet 1914 et quitta le pays.

Durant cet interrègne intervient le gouvernement des U. S. A., tout d'abord par l'intermédiaire de son ambassadeur à Mexico, Henry Lane, et ensuite, par désir express de Woodrow Wilson, récemment nommé président des U. S. A. Henry Lane, ami personnel de Porfirio Díaz, qu'il connut dans la splendeur des fêtes du centenaire de l'indépendance, était ennemi de la révolution et durant la Décennie tragique, il fit tout ce qui était en son pouvoir pour le triomphe de la cause de la réaction.

Woodrow Wilson voyait avec plus de sympathie le mouvement révolutionnaire et se déclara ennemi de Huerta. Il intervint alors dans la lutte en ordonnant l'occupation du port de Veracruz par les forces de la marine de guerre nord-américaine, dans le but d'empêcher que Huerta ne reçoive un chargement d'armes que lui apportait le bateau à vapeur allemand Ipiranga. Mais la réaction du peuple mexicain fut de refuser cette occupation et les forces nord-américaines rencontrèrent une résistance et entamèrent une lutte dans laquelle moururent quelques militaires et civils qui opposèrent une vaillante résistance à une occupation qui, finalement, eut lieu.

Les groupes révolutionnaires qui se multipliaient dans tout le pays, eurent trois principaux pôles d'attraction : Emiliano Zapata, Francisco Villa, et Venustiano Carranza. Emiliano Zapata représentait les désirs de revendication agraire ; généreux et qu'on ne pouvait facilement émouvoir, guidé par des idéaux un peu confus, mais avec de vigoureux principes libertaires et justicialistes, il se concentra dans la zone de l'Etat de Morelos, rendant propice de tous côtés la répartition de la terre aux paysans. Francisco Villa, guerillero audacieux et téméraire, sans pitié et presque toujours brutal, qui mit une note d'agressivité et d'enthousiasme dans la lutte contre Huerta, ne faisait pas reposer son action sur des idéaux concrets et définis de justice sociale, mais la projetait principalement vers la vengeance contre les puissants qui maintenaient le peuple mexicain dans la misère et l'ignorance. Dans l'action de Villa, pleine de génie et de valeur, il manquait le désir qui s'ébauchait dans la lutte de Zapata. Venustiano Carranza, premier chef de l'armée constitutionnelle, homme énergique, put compter sur des collaborateurs capables pour planifier et établir un gouvernement. Avec quelques variantes, c'était le continuateur des idéaux démocratiques, libéraux et bourgeois de Madero.

Quand, le 15 juillet 1914, Huerta renonçait et quittait le pays, la révolution avait triomphé pour la seconde fois. Il ne restait qu'à consolider ce triomphe cimenté par le sang. Le manque d'idéaux à véritable contenu social et l'influence ancestrale de la politique de soumission au chef requerraient impérieusement une dictature pour stabiliser la révolution. Lequel des trois chefs révolutionnaires assumerait cette dictature ?

Les luttes internes de la révolution

Même si la Convention convoquée par Carranza ne fut suivie d'aucun résultat positif, l'idée d'une conven-

tion prévalut et celle-ci fut à nouveau remise, mais cette fois-ci à Aguascalientes, dans la région contrôlée par Francisco Villa. Carranza craignant un mauvais tour de la part de Villa ne voulut pas y assister et la Convention résolut les problèmes du mieux qu'elle put, même si les problèmes restèrent sans résultat. La Convention suspendit Carranza comme chef de l'exécutif, nommant à cette charge le général Eulalio Gutiérrez. Elle destitua Pancho Villa de sa fonction de chef de la fameuse division du nord, l'armée avec laquelle il réalisa ses exploits légendaires. Mais ces mesures ne menèrent à rien, et les deux Conventions qui continuèrent à fonctionner durant quelques mois réussirent seulement à prouver que la rivalité entre les trois chefs ne pourrait se régler que par la voix des armes.

En décembre 1914, le gouvernement de la Convention qui coiffe Eulalio Gutiérrez arrive dans la ville de Mexico, et en janvier 1915, commencent les campagnes de l'armée constitutionnaliste de Venustiano Carranza pour récupérer le terrain perdu. La lutte reprend et les groupes révolutionnaires qui s'étaient dispersés dans tout le pays durant le bref laps de temps que dura la paix se trouvèrent dans l'alternative de s'unir avec Villa ou Carranza (les armées de Zapata, unies par un idéal plus défini, continuèrent toujours à soutenir le romantique général Suriano).

En juillet 1915, les forces carrancistes occupèrent Aguascalientes, San Luis Potosí, Zacatecas et Querétaro ; le 2 août, elles s'emparèrent de la ville de Mexico et en septembre de Saltillo et de Torreón.

En octobre, Carranza transporte son gouvernement de Veracruz à Mexico, et le 19 du même mois, Woodrow Wilson, après avoir pris le pouls de la situation mexicaine par l'intermédiaire de ses agents personnels, reconnut le gouvernement de Carranza comme gouvernement de fait. Les principaux pays d'Amérique du Sud en firent autant au même moment. Pour mettre fin à la lutte, les U. S. A. décrétèrent l'embargo sur les armes à destination du Mexique avec toutefois une exception pour celles destinées au gouvernement reconnu.

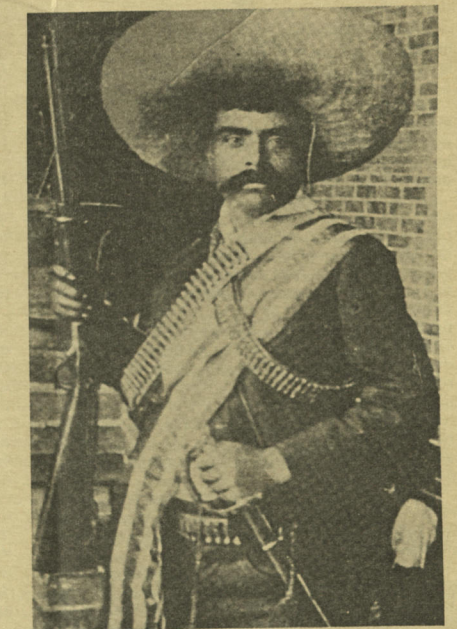
Dans ces conditions, la situation de Villa empira de semaine en semaine. En octobre, il perd le port de Guaymas, en novembre, il est repoussé à Agua Prieta et à Hermosillo et battu à San Jacinto (province de Sonora).

En janvier 1916, désespéré et sans possibilité de triompher, Villa est une bête sauvage, cernée et enragée. Il accuse, non sans raisons, les U. S. A. d'avoir contribué en grande partie à cette situation désastreuse, il veut se venger et en janvier 1916, il arrête un train dans la gare de Santa Isabel (Chihuahua) et fusille quinze nord-américains qui s'y trouvent ; le 8 mars suivant, il entre dans la ville de Columbus aux U. S. A. (dans l'Etat du Nouveau-Mexique), tue quatorze nord-américains et incendie entièrement deux pâtés de maisons. Comme on peut le supposer l'indignation aux U. S. A. fut énorme. Bon nombre demandèrent l'invasion immédiate du Mexique, mais Wilson trouva le moyen de satisfaire en partie ces demandes en envoyant une expédition punitive qui, on doit le reconnaître, n'exerça pas de représailles contre le Mexique, mais se consacra uniquement à poursuivre Villa, qu'elle ne put d'ailleurs pas trouver.

En avril 1919, les forces de Carranza assassinèrent Emiliano Zapata, en se servant d'un traître rusé. Les forces que dirigeait la victime se trouvèrent désorientées et se soumièrent passivement au développement postérieur de la révolution. Mais on trouvait toujours, avant pris les armes : Villa, Peláez, Félix Díaz et Almazán et un climat de haine et de mécontentement imprégnait tout le pays. La véritable phase sociale et revendicative qui avait pu se manifester dans la

révolution était terminée et la lutte se polarisa dans des personnes et des problèmes exclusivement politiques. A l'approche des élections présidentielles pour la période 1920-1924, Carranza appuya Ignacio Bonillas, ambassadeur du Mexique à Washington, à la place d'Alvaro Obregón qui, en juin 1919, accepta depuis Sonora sa candidature. Carranza envoyait alors des troupes à Sonora, foyer de l'obregonisme et Obregón, qui avait vaincu Villa au profit de Carranza, renia ce dernier et se découvrit en envoyant son plan de Agua Prieta. Obregón nomme Plutarco Elías Calles chef de ses troupes et celles-ci envahissent Sinaloa et occupent Culiacán. La rébellion se propage rapidement et les Etats de Guerrero, Michoacán, Zacatecas et Tabasco s'y rallient. Le 7 mai, Carranza et ses ministres abandonnent la ville de Mexico dans laquelle, deux jours après, entrera Obregón. Sur la route de Veracruz, la suite de Carranza est surprise. Celui-ci est assassiné à Tlaxcalalongo le 21 mai 1920. Adolfo de la Huerta est nommé président provisoire et aux élections du 5 septembre Obregón est élu président pour la période 1920-1924.

La révolution mexicaine fut le premier grand événement révolutionnaire de ce siècle et son impact eut des répercussions sur la conscience du monde occidental, où les idéaux du socialisme avaient puis-



Emiliano Zapata

samment germé à travers les semailles d'idées et l'arrosage de sang si prodigieux durant les trente années qui précédèrent cette révolution, dans laquelle « Terre et Liberté » fut la devise de ses contingents les plus sains et les plus forts.

B. CANO RUIZ

traduit de « Tierra y Libertad »
Novembre 1973

POUR EN FINIR AVEC LA GUERRE

[...] L'idée de guerre enveloppe, domine, régit, par la religion, l'universalité des rapports sociaux. Tout, dans l'histoire de l'humanité, la suppose. Rien ne s'explique sans elle ; rien n'existe qu'avec elle : qui sait la guerre sait tout le genre humain. Qu'une innocente philanthropie se demande par quels moyens la société triomphera de cette fureur parricide, elle en a le droit. La guerre est un sphinx que notre libre raison est appelée à métamorphoser sinon à détruire.

Ce qui est certain, c'est que pour en finir avec la guerre, il faut d'abord l'avoir comprise ; c'est qu'on peut défier la philosophie de se passer d'elle, non seulement pour l'explication des temps antérieurs et l'intelligence de l'époque actuelle, mais pour la pronostication même de l'avenir ; c'est enfin que, la paix faite et pour toujours, l'humanité n'en suivra pas moins la route qui lui fut offerte par la guerre, par son principe et par sa notion. (« Guerre et paix », p. 37.)

Il s'agit donc d'étudier à fond cette religion de la guerre, transmise d'âge en âge, et toujours aussi fervente. Tant que cet examen n'aura pas été fait, tant que l'énigme ne sera pas expliquée, l'humanité non seulement restera à l'état de guerre, mais sera emportée par la guerre. La destinée des Etats reposant uniquement sur la valeur des armées, les nations flotteront, tantôt élevées, tantôt submergées par la vague, sur l'océan de l'histoire ; et comme en dernière analyse la guerre n'est ni le tout de l'humanité, bien qu'elle se mêle à tout, ni son dernier mot ; comme il n'existe pas seulement de la force dans le monde, il arrivera que, la force conservant la prépondérance, le droit, les mœurs, la civilisation, les idées, la liberté, demeureront précaires. (« Guerre et paix », p. 82.)

Nous voyons, dans nos sociétés humaines, que la guerre est un fait historique qui a contribué à la formation des Etats, des puissances, des nations, des civilisations.

Nous pouvons voir aussi, avec l'aide de la physique et de la mécanique, que par l'action de forces des objets existent en tant que tels, qu'ils avancent, reculent ou se stabilisent, sont en équilibre constant ou momentanément.

Il ne viendra jamais à l'idée de quiconque de nier que la terre, si elle occupe la place qu'elle occupe à l'heure actuelle, c'est grâce ou à cause de l'équilibre qu'elle a trouvé au sein du système planétaire, à l'endroit concourant de la résultante des différentes forces d'attraction mutuelle des différentes planètes et systèmes stellaires. Nul ne peut nier non plus que tout ce qui flotte, vole, tout ce qui reste fixe au sol ou se meut, ne peut le faire que sous l'effet de forces qui s'opposent, concourent, se complètent ou s'annulent, augmentant, diminuant, annihilant, transformant ainsi les différentes formes d'actions ou réactions. En résumé nul ne peut nier l'énoncé de cette loi physique. Tout solide soumis à deux forces opposées est en équilibre.

Donc la guerre, la lutte d'influences, nous dirons l'antagonisme, existe non seulement chez les êtres vivants, mais aussi chez les êtres inanimés.

Nous dirons même mieux, les forces opposées qui créent l'équilibre, sont le moteur, la loi, régissant ce qui nous entoure autant que nous-mêmes être sociaux. Qu'une force change et tout se met en mouvement, tout se transforme, se révolutionne jusqu'au retour à l'équilibre qui n'est qu'un moment dans l'espace et le temps ; regardons autour de nous : les marées, les saisons, les vents, la pluie, etc., sont dus à l'impulsion occasionnée par le changement d'une ou plusieurs forces régissant la vie, l'équilibre vital.

Un parallèle peut être jeté entre nos sociétés humaines et ce qui est écrit ci-dessus. Il existe plusieurs forces d'intérêts opposés ou concourants qui régissent nos rapports à tous les niveaux, forces que chaque individu, chaque groupe social, chaque globalité, chaque synthèse ou association de groupes ou individus, forge à un moment donné par alliance, contrat, intérêt temporaire ou dura-

ble et tend à s'affirmer avec, envers ou par rapports aux autres forces opposées ou favorables à leur progrès. Cela peut aboutir à l'invective, à un arrangement, un aménagement harmonieux, ou à des coups, des cassures, des révolutions ou à des guerres, selon la force de réaction produite en opposition à telle ou telle action menée.

[...] La guerre est la vie de la nature et de l'humanité : mais la guerre du canon et du sabre est la forme matérialiste ; la guerre du travail est la véritable guerre qu'il faut organiser. [...]

Se tuer à coups de boulet est du matérialisme ; c'est une contre-guerre qu'il faut organiser. [...] (« Carnets », I, p. 356.)

[...] L'antagonisme, en effet, n'a pas pour but une destruction pure et simple, une consommation improductive, l'extermination pour l'extermination ; il a pour but la production d'un ordre toujours supérieur, d'un perfectionnement sans fin. Sous ce rapport, il faut reconnaître que le travail offre à l'antagonisme un champ d'opérations bien autrement vaste et fécond que la guerre. (« Guerre et paix », pp. 482-483.)

La notion de lutte, l'idée d'antagonisme sont souvent liées à la notion de force guerrière ; c'est non seulement une idée « bourgeoise », étatique, une idée du pouvoir qui sert au maintien de l'autoritarisme, mais aussi une fausse idée des socialistes qui appliquent les systèmes étatiques aux futures sociétés, les empêchant ainsi d'évoluer vers un socialisme véridique basé sur le respect de l'homme, de sa vie, de ses pensées et par projection du respect de soi-même. C'est là une aberration du matérialisme historique marxien, qui, en cherchant la raison dans l'histoire, plus que dans la vie, justifie l'inévitabilité de la violence et par-là même du meurtre et de la destruction.

La guerre est un fait réel que l'on ne peut nier, mais les idéaux de civilisations, de libertés, d'entraide, tout ce qui en un mot lie les hommes par-delà leurs défauts, ont pris une force prépondérante dans les esprits d'une part, et d'autre part, la guerre qui était, d'abord, cantonnée chez des spécialistes, s'est étendue dans toutes les couches de la société démilitarisée, elle s'est civilisée.

L'homme, les hommes, les être sociaux étant alors partie prenante, physiquement et économiquement, dans la guerre, se sont rendu compte des horreurs qu'elle produit, et les moyens techniques aidant, de sa capacité meurtrière en nombre de victimes physiques et morales.

L'humanisme (et notamment l'anarchisme) est né de la raison des hommes en parallèle avec l'aptitude des peuples sociaux, des peuples travailleurs à unir leurs efforts, à s'entraider.

L'histoire nous enseigne les victoires, l'affirmation de « la force », de la violence, la raison nous fait écouter la voix des peuples et nous enseigne leur faculté à s'organiser entre eux pour le travail, pour la vie ; de ces observations sont issues la science économique et l'idée de justice, de là est issu l'anarchisme.

Faut-il créer de toute pièce une guerre non violente, une guerre sans armes ? Non ! car elle existe, comme elle a toujours existé dans l'esprit des hommes, dans leurs aptitudes sociales ou physiques, dans les us et coutumes populaires.

C'est l'antagonisme, et la concurrence entre individus, entre usines, entre familles, entre idéaux, entre régions ou nations. La société est alors équilibrée, mue par « des forces » individuelles ou sociales, organiques ou métaphysiques, constructives, artistiques, culturelles et créatives ou même négatives et destructives, provoquant une interaction librement acceptée, de la société sur l'individu et de l'individu sur la société ; mais si « la force » est entre les mains de quelques-uns, c'est le règne de l'accumulation, en un mot du capital,

et cela est rendu possible par l'acceptation voulue ou non, acquise par la force de persuasion armée ou culturelle, par l'éducation à sens unique, par la divulgation, l'obligation d'une morale perruqueuse qui permet aux uns ce qui est interdit aux autres.

Ceci est le règne de la concurrence à couteau tiré entre les possédants, concurrence poussée à l'absurde, par la création de monopoles, négation de la concurrence. Du point de vue social, cette concurrence est le régime de « la force » et avec son instinct homicide utilisant l'homme comme moyen, elle enlève le pain à toute une partie de travailleurs, ne voyant là qu'une amélioration, une économie pour elle, bien sûr.

Puisque « la fin justifie les moyens », cette concurrence aboutit à la négation de l'homme en tant que tel, à son asservissement, à son avilissement, tout est donné au système, rien à la société.

Pourtant nous ne pouvons être contre « la » concurrence, contre l'antagonisme qui, nous l'avons vu plus haut, sont facteurs d'équilibre naturel aussi bien que forces créatives.

Il faut à nouveau se plonger dans l'esprit des peuples, dans leurs aptitudes à se régir, à s'organiser. L'Etat, les pouvoirs, les systèmes économiques dogmatiques, ou basés sur des idéaux abstraits, n'y peuvent rien, car leurs décrets ne peuvent être que la confirmation, l'application de ce qui est et en aucun cas de ce qui sera, ou l'affirmation d'une volonté délibérée de quelques-uns sur tous.

Il faut donc retrouver la morale spontanée des sociétés (« société-Etat » non comprise), leur éthique, il faut donc en rapport, en accord avec cette dernière, rechercher, comprendre, appliquer la science économique, issue du droit spontané, ceci face à l'économie politique créée de toutes pièces pour sauvegarder et justifier le pouvoir d'une classe ou la création de nouvelles classes dirigeantes ; et il faut enfin la création d'un ordre qui, régissant la société respecte l'individu, les groupes sociaux ou économiques tels qu'ils sont et tels qu'ils seront ou deviendront. C'est cet ordre qui sera plus moral qu'organique qui garantira la libre circulation des hommes et des idées, au sein des groupes, c'est, l'antagonisme aidant, l'émulation des uns par rapport aux autres, d'une idée par rapport à l'autre, d'un système par rapport à l'autre et cela sans que le vainqueur « momentané », qui ne peut être que momentané, ne puisse s'octroyer un droit sur les autres, une hégémonie durable ou non pour faire pression sur tout ou partie de la société.

Emile RENAUDIN.

CELA PEUT S'APPELER LA PAIX

[...] La paix n'est pas la fin de l'antagonisme, ce qui voudrait dire en effet la fin du monde, la paix est la fin du massacre, la fin de la consommation improductive des hommes et des richesses. Autant et plus que la guerre, la paix, dont l'essence a été jusqu'ici mal comprise, doit devenir positive, réelle, formelle. La paix donnant à la loi d'antagonisme sa vraie formule et sa haute portée nous fait pressentir par avance ce que sera sa puissance organique. La paix, enfin, dont l'inexactitude du langage a fait jusqu'ici le contraire de la guerre, est à la guerre ce que la philosophie est au mythe : on garde celui-ci pour l'amusement de l'enfance, pour l'embellissement de la littérature ; à la raison seule il appartient de diriger la conscience et l'action de l'homme (2).

En résumé, l'hypothèse d'une paix universelle et définitive est légitime. Elle est donnée par la loi d'antagonisme, par l'ensemble de la phénoménologie guerrière, par la contradiction signalée entre la notion juridique de la guerre et sa cause économique, par la prépondérance de plus en plus acquise au travail dans la direction des sociétés, enfin par le progrès du DROIT, droit de la force, droit international, droit politique, droit civil, droit économique. La guerre a été le symbole, la paix est la réalisation. La constitution même du droit dans l'humanité est l'abolition même de la guerre ; c'est l'organisation de la paix [...] (p. 486-487.)

FORMATION OU RÉCUPÉRATION ?

Où en est-on de la formation aux relations humaines et à la communication ? Quel type d'homme et de société les psychosociologues sont-ils en train de préparer actuellement dans les entreprises et dans les instituts de formation ? La communication authentique ne pouvant exister qu'entre personnes autonomes et égales — c'est-à-dire dans une société de type libertaire — est-ce ce mode de relations et cette société que nous préparons les spécialistes des relations humaines ? Ou bien la formation va-t-elle permettre au système autoritariste et exploitatif de continuer à fonctionner, mais avec moins de heurts, sans que les intéressés se rendent compte de leur aliénation ? Un article de Dominique Chalvin, « L'ère des relations humaines », paru dans *Le Monde de l'Éducation* va nous permettre d'apporter une réponse à ces questions primordiales.

La partie introductive de l'article de Dominique Chalvin semblerait nous faire croire que la formation aux relations humaines et à la communication — telle que la pratiquent de nombreux psychosociologues — entraîne un changement en profondeur de l'homme et de l'organisation sociale. Mais il nous faut bientôt déchanter ; car on s'aperçoit bien vite que la formation proposée perpétue le système et même le renforce.

L'auteur constate d'abord que « la fréquentation des stages de formation baisse d'une façon inquiétante quand il s'agit de formation pédagogique et technique ; par contre, la formation aux relations humaines et à la communication ne cesse de se développer ». Le succès de ce type de formation proviendrait d'un échec « d'un système d'éducation familiale et scolaire », résultat « d'une culture fondée sur la culpabilité, l'argument d'autorité, le culte de l'effort et de la souffrance, le mépris du plaisir... source d'angoisse et de rigidité ». Ce serait pour trouver un remède à cette angoisse engendrée par notre civilisation qu'il existerait un tel appel vers la formation à la communication.

En outre, l'auteur constate l'échec du système d'organisation de la vie professionnelle. La division du travail, le système compétitif, réprimerait l'expression des sentiments alors que de nombreuses personnes ressentent le besoin de s'exprimer affectivement dans les relations de travail.

Après une telle mise en accusation de notre milieu culturel et un tel constat de faillite, on pourrait légitimement penser qu'une formation bien comprise doit aller à l'encontre de l'organisation sociale actuelle et qu'elle doit déboucher sur une

société et une organisation familiale et éducative non autoritariste, non compétitive, non répressive de la sensibilité et des besoins fondamentaux de l'homme. Il n'en est rien.

L'auteur, lui-même psychosociologue dans un institut de formation connu et prospère, paraît, comme beaucoup de ses collègues, s'inspirer d'un principe freudien, présenté comme une vérité universelle, alors qu'il n'est pas scientifiquement prouvé.

Ce principe, c'est que *chacun recherche son plaisir égotiste* ; l'homme serait fondamentalement égotiste et asocial ; il trouverait son plaisir à posséder, à dominer les autres, à moins qu'il ne soit freiné dans la satisfaction de ses instincts par le désir des autres et par les normes et les valeurs de la société. Si l'on tient pour vrai un tel principe, il en résulte que chacun est irrémédiablement séparé de l'autre et reste son ennemi en puissance ; l'entraide, la communication fraternelle et authentique deviennent impossibles : « l'incommunication, nous dit l'auteur, est le lot de la condition humaine » ; « l'être humain est un handicapé de la communication » ; l'homme « est seul et mourra seul ». C'est donc « un fallacieux espoir » que de vouloir faire disparaître dans les groupes « les conflits de pouvoir dans la chaleur communicative des échanges spontanés ».

Cette vision résolument pessimiste de l'homme, qui fut celle de Freud, n'est pas plus exacte qu'une vision résolument optimiste. L'anthropologie culturelle, la psychanalyse culturaliste de Fromm ou la psychanalyse existentielle de Rogers ont montré que l'homme pouvait être, selon les sociétés, dominateur ou coopérant, accapareur ou partageur, agressif ou solidaire : *tout dépend du milieu socio-culturel dans lequel il se trouve placé dès l'enfance*. Pour ces auteurs, tout homme, normalement constitué, a en lui des possibilités de communication égalitaire et d'autonomie à condition que le milieu lui permette de développer ses potentialités et de les vivre concrètement dans ses relations. Par contre, un milieu hiérarchisé et compétitif comme le nôtre, engendre des relations de dépendance, de conflit, d'agressivité.

Certes, nous avons tous une part de solitude à assumer parce que les individus sont *différents* les uns des autres et d'autant plus différents qu'ils sont plus autonomes. Il est également vrai que c'est notre condition de mourir seuls. Mais le sentiment de solitude devient pathologique et se transforme en angoisse quand l'autre est toujours vécu comme une menace, quand nous sommes privés de réalisa-

tion de soi et de relations égalitaires et chaleureuses aux divers moments de notre vie. C'est ce qui se produit dans nos sociétés industrielles et compétitives. Nous assumerions beaucoup mieux notre angoisse existentielle si nous nous sentions reliés aux autres dès l'enfance, grâce à une transformation radicale de la vie familiale et scolaire et grâce à l'autogestion de la vie sociale et professionnelle dans laquelle nos besoins affectifs de reliance et de créativité individuelle et collective seraient satisfaits. Car le sentiment pathologique de solitude — donc de non-communication — provient le plus souvent d'un blocage de nos forces profondes de créativité et de solidarité ; ce sentiment provient également de l'impossibilité où nous sommes d'être nous-mêmes et de communiquer authentiquement, parce que nos statuts sociaux et nos rôles, fondés sur des relations de domination-soumission, nous coupent irrémédiablement des autres. *C'est donc le système social actuel et le mode compétitif de relations qui sont en partie responsables du blocage de nos forces de vie*, de la répression de notre joie de vivre en accord avec les autres, donc de notre angoisse d'enseulement et d'abandon. C'est, en même temps que nous-mêmes, ce système et ce mode de relations qu'il faut changer.

Les groupes d'évolution, animés de façon non-directive, prouvent que l'angoisse existentielle disparaît quand les participants parviennent à un certain stade d'autonomie et d'authenticité et quand ils travaillent ensemble dans des relations d'égalité. Dès que l'autre n'est plus perçu comme une menace, dès qu'il n'est plus pour vous un juge, ou bien un « supérieur » ou un « inférieur » et que se multiplient les échanges constructifs, alors la confiance réapparaît tandis que s'estompe le sentiment de solitude.

Mais il est vrai que tous les groupes de formation ne remplissent pas cette fonction libératrice pour la simple raison que les instituts de formation font eux-mêmes partie du système capitaliste et compétitif et qu'ils sont eux-mêmes des entreprises commercialisées : il faut donc que les clients soient rapidement satisfaits et ressortent des stages dans un état euphorique — même si la satisfaction est de courte durée. D. Chalvin a donc raison de se méfier de ces groupes fusionnels à la mode où, dans une mystique collective et des transes groupales, on croit trouver la communion dans la perte de son individualité. Les participants se figurent alors que la communication est facile ; ils deviennent ainsi les victimes des « marchands d'illusions ».

Or, la communication est difficile entre les hommes ; il ne faut pas se le dissimuler. Conditionnés comme nous le sommes par l'éducation familiale et scolaire, par le milieu social et les media, il faut du temps pour nous déconditionner et recréer en nous de nouvelles structures mentales. Une véritable formation est une œuvre délicate et de longue haleine qui ne peut se faire dans un séminaire euphorisant de trois jours !

Mais ce n'est pas parce que tout un système de conditionnements à l'égoïsme et à la non-communication a fait de nous des êtres solitaires et conflictuels que nous sommes voués à ce destin tragique comme voudrait nous le faire croire Dominique Chalvin. Car c'est à partir de cette vision pessimiste de l'homme que ce psychosociologue fonde sa formation. L'homme, nous dit-il, étant un être solitaire et de non-communication, nous devons nous y résigner, accepter que nos relations soient celles de conflits de pouvoirs et, après l'analyse des situations conflictuelles, apprendre à négocier, afin de découvrir des compromis avantageux. La négociation doit être généralisée, c'est-à-dire se faire entre chefs et subordonnés, syndicats et patron, individus et groupes de l'entreprise afin de chercher pour chaque individu ou chaque collectivité le maximum d'avantages dans cette situation d'impossible communication.

Nous savons bien, hélas ! que la négociation et le compromis sont nécessaires dans une société fondée sur la rivalité des classes, des statuts sociaux et des individus. Mais il ne s'agit en aucune façon d'une transformation en profondeur des mentalités et des relations, comme l'auteur voudrait nous le faire croire ; car former les gens à la négociation et au compromis, c'est éviter les trop vifs affrontements et les former à *mieux vivre dans le système actuel*. Il s'agit plutôt de perpétuer une organisation qui fait de nous des angoissés rivaux et solitaires, tout en lubrifiant les rouages relationnels pour que les diverses aliénations soient plus facilement supportées. Il s'agit donc ici de rendre acceptable la société autoritariste, injuste et conflictuelle, *sans rien changer de ses structures profondes*, tout en faisant croire aux gens qu'il y a un changement, qu'ils ont d'avantage de pouvoir, d'avantage de responsabilités, d'avantage de communication, et cela sans que le *pouvoir patronal et le système hiérarchique soient mis en question*. Une fois formés de cette façon, les cadres inciteront les travailleurs à former des « groupes autonomes », où ils pourront discuter de l'organisation et de la répartition du travail, sans que jamais les

objectifs (toujours fixés par le patronat), l'organisation compétitive du travail, la hiérarchie des statuts et des salaires soient mis en question.

La formation envisagée par Dominique Chalvin présente un autre danger : *celui de rendre les gens encore plus dépendants de l'entreprise*, devenue, grâce à une pseudo-communication, une « cellule vivace » qui devra « prendre en charge la vie affective des gens » et se substituer « à la famille, aux partis politiques, aux églises, à la vie communale ». Non seulement, il faudra donner ses forces physiques à l'entreprise, mais il faudra, de plus, ne vivre que pour elle et lui donner son âme ! Devenus les esclaves satisfaits des autorités supérieures technocratiques et du patronat, ouvriers, employés et cadres moyens ne chercheront plus à transformer la société, mais à servir le système.

L'auteur, qui se veut réaliste, finit cependant sur un rêve irréalisable : celui de voir les instituts de formation devenir indépendants vis-à-vis de l'Etat, du marché, du pouvoir patronal, du pouvoir syndical, du pouvoir des consommateurs ». Comme si une telle indépendance était possible dans notre société ! Les formateurs peuvent-ils à la fois être dans le système (qui les paie grassement) et en dehors du même système ? Tout formateur employé dans les entreprises se trouve face à face avec cette insoluble contradiction.

Si l'on veut transformer en profondeur l'homme et la société et préparer la société libertaire d'autogestion, il n'est qu'une solution pour les formateurs : *c'est de faire une formation à la communication entièrement marginale*. Ce n'est qu'en dehors de l'entreprise qu'on peut former l'homme autonome, créatif et social, c'est-à-dire capable de vivre en autogestion. Mais, pour cela, il faut que le formateur soit déjà un homme nouveau et qu'il ait renoncé aux satisfactions de pouvoir, d'argent et de prestige, ce qui est rarement le cas. Il faut aussi qu'il parte de la certitude que l'homme peut se libérer de son égoïsme, de ses besoins de possession et de domination auxquels il a été conditionné et qu'il peut retrouver la joie de vivre dans le plaisir de créer et de communiquer avec les autres dans des relations égalitaires et dans le respect de l'autonomie de chacun. C'est, en effet, le conditionnement à l'arrivisme, au repli sur soi et aux relations d'inégalité et de conflit qui nous conduit à l'impasse actuelle. Prendre changer les mentalités en préservant les tares qui ont créé les mentalités existantes, relève de la plus haute fantaisie, pour ne pas dire de l'imposture.

Mathilde NIEL.

REVUE DE PRESSE

Pour connaître l'opinion de l'extrême gauche, il suffit de lire Politique Hebdo...

Après lecture de telles aberrations, nous fûmes agréablement surpris de lire dans ce même journal...

« En lisant ce livre très bien documenté, on réalise que les anarchistes, qui ont souvent été bien seuls à brandir le drapeau de l'antimilitarisme... »

Les conceptions du M.A.N. (mouvement pour une alternative non violente) exprimées dans la tribune de Libération du 30 décembre 1975...

la syndicalisation au sein de l'armée, c'est poser vers un contrôle populaire de celle-ci. Contrôler l'armée, non pour la mettre au service d'une éventuelle révolution...

Devant ces fanfaronnades de tous les apprentis révolutionnaires qui cherchent désespérément la définition la plus adéquate de l'antimilitarisme...

Ce souci de clarté n'est pas le cas de l'O.R.A., malgré ses positions réellement anarchistes sur l'armée : « Quant à nous, communistes libertaires, nous sommes antimilitaristes et nous l'affirmons... »

Cependant cet article de Front Libertaire de janvier 76, intitulé : « Sous l'uniforme, nous restons des travailleurs... »

Cet article n'offre qu'une lacune, mais de taille : quelle position sur les syndicats de soldats ? A ce sujet, il faut bien remarquer qu'il y a contradiction avec la position exprimée dans Libération...

Maintenant, essayons de nous faire l'écho de ceux qui affichent clairement leur antimilitarisme. Tout d'abord, nous devons rendre hommage à La Gueule Ouverte du 10 décembre 1975.

Après une analyse à la fois directe et humoristique, sur la démission de la gauche et ses positions autoritaires et nationalistes, face au problème actuel de l'armée, Arthur nous prévient : « L'armée de MM. Mitterrand et Marchais défendra un jour le pouvoir de MM. Mitterrand et Marchais... »

Puis l'auteur précise son analyse : « Ce n'est pas en détruisant

la seule armée que l'on détruira cette exploitation, c'est en se débarrassant de l'Etat et du travail salarié qui le légitimise (...). Toute attaque contre l'armée qui ne prend pas en compte l'état et le salariat est contre-révolutionnaire ».

Que d'éléments intéressants dans cet article, qui tout en prônant d'ailleurs des solutions non violentes au problème de la révolution, est bien différent des tentatives politiciardes des non-violents du M.A.N., et se révèle ouvertement anarchiste. Citons-en un ultime passage : « En dernier recours, l'armée se plaît à jouer à l'arbitre : c'est en s'appuyant sur l'armée (Portugal), ou en négligeant de s'en occuper, que les « révolutions » clapotent ».

L'Union Pacifiste affirme clairement ses positions antimilitaristes sur la couverture de son numéro de décembre 1975 : « Le syndicat des appelés, le parti des généraux vous appellent à l'auto-gestion chez Dassault... »

Objection, journal des Comités de Lutte des Objecteurs, comporte aussi des positions s'affirmant contre toute armée. Citons le passage d'un article signé B. B. : « Les Comités de Lutte des Objecteurs, organisation d'appelés traversés par les courants non violents et antiautoritaires, luttent pour leur part, contre « toute armée »... »

En conclusion de cette revue de presse, on peut remarquer que la bourgeoisie elle-même est consciente que le combat antimilitariste constitue un grave danger pour le régime politique qu'elle dirige. Ainsi, Pierre Marcihacy (député non inscrit) déplore dans Le Monde du 21-22 décembre 1975, à la fois la démoralisation de l'armée et le recours à des juridictions d'exception qu'il assimile à une « démoralisation de l'Etat ».

Comme vous le voyez, nous n'avons rien à perdre, mais bien tout à gagner, à continuer à lutter contre toute armée, support de l'Etat.

CHASSEZ L'UNIFORME DE VOTRE TETE.

COMMUNIQUÉ

FLICS, JUGES, MATONS... MÊME COMBAT !

Samedi 20 décembre a eu lieu à Nanterre un meeting organisé par les familles de trois détenus récemment décédés en prison (meurtres camouflés en suicides) :

— Mme Mirval, mère de Patrick Mirval, tué à Fleury-Mérogis en 1974 (l'affaire en est à sa treizième contre-expertise) ; — M. et Mme Khetib, parents d'Alain Khetib, tué à Fleury-Mérogis en février 1975 ; — M. et Mme Clément, parents de Joël Michel, tué à la prison de Bonneville (Annecy) en juillet 1975 ;

Ces trois familles ont apporté des preuves concrètes des meurtres commis et ont porté plainte, chacune de leur côté, pour coups et blessures ayant entraîné la mort : dans chacun de ces trois cas, des traces de blessures sur le visage et sur le corps ont été constatées soit par la famille, soit par des médecins.

Ce meeting était soutenu par le Comité d'action des Prisonniers et par le Comité antiraciste de Nanterre.

En tant qu'anarchistes, nous ne pouvons que soutenir la lutte que mènent ces trois familles contre la répression qui sévit à l'intérieur des prisons et contre le racisme policier qui s'appuie sur la complicité de l'hypocrite Justice !

Lors de ce meeting furent dénoncés les meurtres policiers ou pénitentiaires, les tabassages dans les commissariats, la prison préventive et les arrestations arbitraires.

Les parents des victimes appellent toutes les familles à se regrouper autour d'eux afin que, plus forts, ils puissent contrôler immédiatement l'état physique et moral de toute personne gardée à vue dans un commissariat ou dans une prison, ces lieux où l'on tue en silence !

PATRICIO

MISE AU POINT

A tous ceux (et il paraîtrait qu'ils sont nombreux) qui auraient cru percevoir dans mon article « DANGER ! CENSURE », paru dans le Monde Libertaire du mois de décembre, une attaque dirigée expressément contre la Fédération Anarchiste en général et le Comité de Lecture du journal en particulier, je précise aujourd'hui qu'il n'en est rien. J'avais en effet pour seule intention de dénoncer, par cet article, la censure dont avait été victime quelques jours auparavant la Section syndicale C.F.D.T. à laquelle j'appartiens, en insistant sur le fait qu'aucune minorité agissante n'est à l'abri de ce fléau dès lors qu'elle fait figure, au sein de l'entreprise, d'opposante à l'ordre établi. La censure, qu'elle soit le fait d'un ou de plusieurs individus, qu'elle soit dictée par des considérations d'ordre politique ou qu'elle soit purement et simplement « viscérale », intervient alors pour tenter de neutraliser les opposants. Aussi convient-il, dès lors, de mesurer précautionneusement et ses paroles et ses écrits. Et ni la

structure ni la fonction de l'entreprise n'y peuvent rien changer... lors même qu'il s'agirait d'une coopérative ouvrière et d'une imprimerie. C'est dans cette seule perspective que s'inscrit d'ailleurs l'ultime phrase de l'article incriminé, ce qui lui confère ainsi sa pleine signification.

Je conçois aisément, du reste, que certains aient pu juger inopportune la publication d'un tel article, à vocation uniquement dénonciatrice, et donc en définitive peu constructif. A quoi bon, en effet, dénoncer la censure, puisqu'il s'agit prioritairement de la combattre ? A plus forte raison, à quoi bon la dénoncer une fois qu'elle a déjà accompli son œuvre, implacable, prête à frapper de nouveau ceux qui pensent « mal » ou qui pensent différemment ? En pareil cas, toute condamnation ne peut que se révéler impuissante, inutile. C'est ainsi et nul n'y peut rien. La censure s'arrête sur l'individu, sur le groupe et poursuit sa course... ad libitum.

P. P.

SOUSCRIPTIONS ATTENTAT

Règlements à l'ordre de PUBLICO C.C.P. 11289-15 Paris

NOUVELLES D'ITALIE

En conclusion de notre précédente correspondance, nous faisons remarquer que la vieille formule de politique économique du gouvernement de centre-gauche Moro-La Malfa, au lieu de résoudre les problèmes qui travaillent notre pays, aurait eu comme résultat l'accroissement du nombre de chômeurs et aurait fait payer aux travailleurs les frais de la « restructuration productive » de l'industrie capitaliste italienne. Nous avons été bons prophètes. En effet, environ deux mois après, la situation économique italienne n'est pas du tout changée, au contraire elle a empiré dans un certain sens, sans parler de la chute du gouvernement, utilisée elle aussi comme moyen de chantage par qui (gouvernement et patronat) veut restructurer en toute tranquillité et qui (P. C. I. et syndicats) manœuvre ces exigences de restructuration pour faire avancer son propre projet de co-gestion du pouvoir économique et social.

Après quatre mois de négociations, de modération et de sens de responsabilité la Innocenti-Leyland a fermé elle aussi, mettant en péril le droit au travail et donc la survivance de 4.500 ouvriers et de leurs familles. A Noël à l'usine a fait suite le jour de l'An à l'usine. Des milliers de travailleurs ont passé la fin de l'année dans les usines occupées, en Lombardie, au Piémont, en Emilie, dans le Sud. Ponctuellement avec la nouvelle année de nouveaux cadeaux sont arrivés pour les Italiens : les tarifs postaux et les assurances pour les véhicules ont augmenté ainsi que les tarifs des compagnies du téléphone et des chemins de fer. Les travailleurs en chômage partiel (cassa integrazione) selon les dernières données officielles seraient 900.000. Les jeunes en attente d'une première occupation sont 819.000, dont 327.000 diplômés et licenciés. L'accord provisoire de septembre pour la Innocenti de Milan et la Singer de Leini (Turin) n'a plus de valeur. La Innocenti (anglaise) est en liquidation et la Singer (américaine) se prépare à abandonner le territoire italien, selon la méthode déjà expérimentée des « multinationales » : quand ces dernières ne peuvent plus exploiter au moyen d'une politique de bas salaires, elles préfèrent fermer leurs portes pour se transférer ailleurs, dans les

pays du tiers-monde où l'exploitation de la main-d'œuvre est plus facile grâce à la possibilité de ne pas respecter les contrats syndicaux. A ce sujet, exemplaire est le cas de la « Arri's-Moda » de Lecce et de Salerne, une des nombreuses entreprises fantômes qui opèrent surtout dans le Sud de l'Italie, zone considérée sous-développée non seulement par la spéculation étrangère. Les 2.000 chemisières des seize communes de la province de Lecce, exploitées depuis des années, maintenant sans salaires et menacées de perdre leur travail sont destinées à accroître le chômage féminin du Sud. Leur cas n'a pas l'honneur de la première page des journaux. Le ministre de l'industrie co-responsable du nouveau plan de « restructuration industrielle » approuvé par le gouvernement Moro-La Malfa tombé ces jours-ci, les socialistes lui ayant retiré leur appui, a déclaré tout simplement que le secteur de l'habillement est un des secteurs ayant rejoint leur développement maximum, ce qui veut dire que pour ces secteurs il y a bien peu à faire. Pour faire front à cette situation, le gouvernement, en novembre dernier, avait préparé un plan anti-crise (approuvé en toute hâte la veille de Noël) et que les partis et les syndicats jugèrent aussitôt incapable d'affronter la crise. Selon le P. S. I. les propositions gouvernementales rappelaient une vieille façon de faire déjà expérimentée négativement dans le passé et n'affrontaient pas le problème de structure. L'ensemble restait dans un cadre de politique économique inadéquat vu la gravité de la crise. Le plan projeté par le gouvernement prévoyait dix mille milliards en faveur de la « Cassa per il Mezzogiorno », quatre mille milliards pour les « organisations semi-publiques » (I. R. I., E. N. I., etc.), deux mille milliards pour la « reconversion industrielle » (pour réactiver le processus d'accumulation à l'intérieur des entreprises et pour l'investissement sans recourir à d'autres endettements), huit mille milliards pour des nouvelles centrales nucléaires ; au total vingt-quatre mille milliards qui ne pouvaient pas ne pas faire envie à la classe patronale. En résumé, ce plan répondait à une logique déjà mise en acte à l'échelle communautaire, logique par laquelle le grand patronat pri-

vé aurait dû (et devrait à travers les organismes de crédit) utiliser le soutien financier pour le processus de restructuration industrielle. En conséquence il n'y aura aucun changement substantiel dans le cadre de la politique économique et aucune solution au grave et dramatique problème du chômage.

Face à cette situation quelle est l'attitude de partis soi-disant ouvriers et des syndicats ? Les partis essaient de ramener à leur propre logique de parti les différentes composantes à l'intérieur du mouvement syndical, qui apparaît ainsi divisé, bien que à l'extérieur le vieux discours de l'unité continue. La position d'attente des syndicats confédéraux soit devant la crise du gouvernement, soit devant le renouvellement des contrats démontre encore une fois leur complète position subalterne face au dessein de co-gestion politique de la crise italienne théorisée au moyen du « compromis historique ».

Pour la C. R. I. F. A.
S. STIRNIC

Dans le monde...

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Cologne. — Le mensuel anarchiste *Befreiung*, dont la parution est redevenue régulière, donne dans son numéro de janvier, des nouvelles de notre camarade Ralf Stein. Depuis près d'un an, Ralf Stein est en prison préventive : il est inculpé de constitution de dépôts d'armes (?) mais surtout d'avoir été l'actif responsable de la rédaction de *Befreiung*. Le 13-12-75 sa mise en liberté provisoire a été rejetée, malgré le néant du dossier et le fait que les deux témoins à charge n'ont pas reconnu en lui la personne incriminée. Jusqu'ici Stein pouvait recevoir le journal *Befreiung* ; désormais ce journal lui est interdit et les lettres qu'il écrit sont saisies pour servir de pièces à conviction. L'interdiction faite aux prévenus de recevoir *Befreiung* semble se généraliser. Le 20-11-75 le tribunal de Berlin a pris la même décision à l'égard d'un prévenu détenu à la prison de Moabit. Motifs : ce journal « par son contenu a pour but d'inciter le lecteur à la révolte contre l'ordre public... contre l'Etat démocratique et ses institutions... et de pousser les détenus à des actes d'agression contre le personnel de surveillance ». L'Etat démocratique prépare-t-il ainsi la saisie pure et simple de *Befreiung* ?

Comme il y a quarante ans... — Le 24 novembre, une opération de police a été effectuée à Munich au siège des Editions Trikont et à Gaißanz près Erlangen dans l'imprimerie *Cegendruck*. Il s'agissait de saisir les exemplaires et la compo-

sition de l'ouvrage de Baumann : « Comment tout a commencé... », jugé subversif et contraire à l'Etat démocratique. On en a profité pour saisir tout le matériel, les papiers, les répertoires, les machines à écrire de Trikont, ainsi que deux autres ouvrages dont la parution était vieille de trois ans ! Après le passage de la police, on peut dire qu'il ne reste rien de Trikont, et que cette maison d'édition est entièrement paralysée. Les jours suivants, des perquisitions analogues ont été faites dans les librairies de Francfort et de Berlin pour saisir l'ouvrage de Baumann qui, pourtant, avait figuré à la foire du livre de Francfort et était en vente libre dans beaucoup de librairies. Il s'agit évidemment de rendre la vie impossible aux petites maisons d'édition qui se sont spécialisées dans la diffusion d'ouvrages d'extrême gauche, anarchistes ou non. On espère ainsi ruiner le mouvement d'opposition à la fascisation progressive de l'Allemagne fédérale. C'est le prélude à l'adoption prochaine par le Bundestag de ce que l'on commence à appeler en Allemagne la « loi-muselière » : elle permettra de mettre hors d'état de nuire tous ceux qui veulent — ou pensent — changer l'ordre établi et sont par-là même un danger pour l'Etat démocratique. Cette loi, qui est un défi à la liberté de pensée et d'expression, soulèvera-t-elle en Allemagne assez d'indignation pour faire reculer le Bundestag ? C'est douteux, car sur une telle question, il est à prévoir que l'union sacrée se fera entre la majorité socialiste-libérale et l'opposition chrétienne-démocrate. L'Allemagne fédérale était un Etat policier : va-t-elle devenir un Etat totalitaire ? Comme il y a quarante ans...

Berlin-Ouest : Le « groupe révolutionnaire » qui avait, l'été dernier, mis en circulation 100.000 tickets de transports en commun — parfaitement imités ! — a récidivé le 17 novembre dernier en distribuant 20.000 faux tickets accompagnés de tracts explicatifs. Le fait a été couronné par une émission pirate de radio de dix minutes. La police enquête, sans résultat jusqu'à présent.

GRECE

Il y a déjà plus de trois ans que commença en Grèce un fort mouvement de propagation des idées anarchistes.

Depuis la dictature des colonels sous laquelle les anarchistes commencèrent à s'organiser, l'activité des libertaires n'a pas faibli.

Après le rétablissement de Constantin Karamanlis, la formation de nouveaux groupes continue, groupes qui luttent surtout dans les lieux de travail, champs et usines, ainsi que dans les quartiers pauvres des villes (tels que Kaissariani par exemple).

Dans les syndicats, les pratiques anarcho-syndicalistes sont révélées, et des succès sont enregistrés à l'Ecole Polytechnique d'Athènes.

En commençant du néant, les anarchistes grecs ont dans la grande tâche qu'ils se sont fixée, déjà réalisés des progrès importants dans des conditions souvent difficiles.

La Fédération Anarchiste Française se les salue et les assure de son soutien dans notre combat commun.

SUISSE

Les récentes élections au Conseil national de la Confédération ont entraîné peu de changements dans la configuration des partis. Les chrétiens-démocrates et les social-démocrates enregistrent de légers progrès, au détriment des autres par-

tis. La droite nationale recule et au total la coalition des deux grands partis précités avec les libéraux et le parti du peuple disposera, comme avant, de 80 % des sièges au Conseil national.

La revue « Akratie » (voir ci-dessous la rubrique « Cuba ») dans son numéro d'automne présente deux intéressantes études de notre camarade Souchy sur le mouvement libertaire à Cuba (historique et répression castriste) et sur le syndicalisme en Suède, ainsi qu'un rapport sur la situation au Portugal.

Le groupe James Guillaume de Zurich a réalisé un joli tour de force. Il a obtenu l'insertion de six pages abondamment illustrées et consacrées à l'anarchisme dans le magazine zurichois à grand tirage « Zages Anzeiger » (28 juin). A noter dans ces pages un interview de nos camarades du groupe J. Guillaume qui ont exposé en détail leur point de vue antiautoritaire. Le groupe édite les « Feuilles libertaires » dont le n° 9 vient de paraître avec une présentation améliorée. Ce numéro de 54 pages, contient une partie internationale consacrée à l'Espagne, à la Grèce et à la Bulgarie, la suite d'une étude sur l'Etat, et un long article sur la justice, les jugements et les peines prononcées. Enfin, on y trouve l'exposé détaillé de l'affaire Marini.

Une vieille affaire d'occupation d'immeubles vient de trouver à Zurich sa conclusion judiciaire. Les immeubles Hegibach, propriétés de la firme immobilière Mobag, devaient être démolis pour faire place à un building pour bureaux. La ville de Zurich en devint locataire mais après deux années de son utilisation des locaux, en août 73, des jeunes occupèrent ces maisons, les remirent en état et y établirent un centre de jeunesse. En juillet 74, la ville de Zurich obtint l'autorisation de démolir et 320 policiers procédèrent à l'expulsion brutale des jeunes qui opposèrent une résistance passive. 28 arrestations et trois semaines de prison préventive. Le temps passa et c'est seulement maintenant que le procès se termine par une série de condamnations extrêmement lourdes, vu ces faits anodins : neuf condamnations de quinze à cent jours de prison sans sursis, d'autres condamnations (12) avec sursis, deux autres avec de lourdes amendes. Chaque condamné, en moyenne a à payer — à titre de frais de procès — la coquette somme de mille francs suisses ! La propriété est bien défendue dans le canton de Zurich et surtout les intérêts sordides des propriétaires. Comme un peut partout, on démolit des immeubles habitables pour édifier des résidences « grand standing » et on met les jeunes à la rue.

IRAN

Le début de l'année 76 est déjà marqué par la condamnation à mort de neuf hommes et d'une femme pour opposition révolutionnaire au régime du Chah.

Ce dernier continue de séduire les familles à travers une certaine presse, malgré les 108 personnes tombées l'an dernier sous les balles de la police ou sous la torture.

S'il est vrai que l'histoire ne se répète jamais deux fois, alors que ce — et espérons — que ce tyran ne mourra pas dans son lit.

Le Mousquetaire de la Plume, Henri Bauer

par Marcel CERF

Poursuivant ses études de personnages de la Commune, Marcel Cerf, après celle sur *Lisbonne, le d'Artagnan de la Commune* et celle sur *Moreau, l'âme du Comité central*, se penche sur un personnage voué à une étrange destinée : Henri Bauer.

En effet, Henri Bauer n'est autre que le fils naturel d'Alexandre Dumas père et d'Anna Bauer, femme d'un commissionnaire autrichien dont elle vit séparée.

Malgré cette illustre ascendance et les rêves de bonheur que son père nourrit pour ce fils illégitime, enfant de l'amour, Henri connaît une fortune inégale et parfois tragique.

Passionné, comme l'était le père Dumas, pour les révolutions, auxquelles celui-ci participait en dilettante, son fils au contraire s'engagera à plein dans la cause, ce qui lui vaudra les foudres de la justice et l'emprisonnement. C'était à la veille de la Commune.

Lorsqu'éclate la grande aventure fédéraliste, Henri Bauer s'y jette à fond et cela jusqu'à sa défaite.

Arrêté le 21 juin 1871 à Joinville-le-Pont, il sera parqué avec les autres communards jusqu'à son départ pour le bagne.

Destinée curieuse qui faisait de l'un des fils d'Alexandre Dumas un de ces « fauves » engagés par Versailles, tandis que l'autre, en compagnie des grandes bourgeois, venait, comme au spectacle, insulter les combattants de la Commune.

Et puis c'est Nouméa, auquel il n'échappera pas, malgré les recours en grâce déposés par Anna Bauer pour son fils de vingt ans, Nouméa où sa vie de bagnard se trouvera adoucie par la présence de Louise Michel et par sa maternelle sollicitude, Nouméa dont il ne reviendra qu'en 1879, en dépit de ses tentatives d'évasion et des multiples démarches de sa mère auprès des pouvoirs.

De retour en France, il va reprendre son métier de journaliste (il avait déjà collaboré à de nombreux journaux sous l'Empire, notamment au *Cri du Peuple* de Jules Vallès).

Mais c'est dans la critique littéraire et artistique qu'il va se lancer et se tailler un nom de première importance, faisant de lui un journaliste dont les jugements démolissent un auteur ou lui donnent droit de cité.

Artistes, musiciens, écrivains vont redouter le sarcasme ou espérer l'éloge de l'ancien communard.

Cependant il prendra aussi position dans les événements sociaux, que ce soit en faveur de Fénéon ou de Jean Grave. Il sera encore contre l'ordre établi lors de l'affaire Dreyfus, ceci aggravé par une critique élogieuse de la pièce antimilitariste *Les Loups* de Romain Rolland, ce qui consacrera sa rupture d'avec *L'Echo de Paris* dans lequel il écrivait.

Mais ce qui mettra le point final à sa collaboration à ce journal sera son article enthousiaste sur *Ubu Roi*.

C'est là pour la cabale, composée d'ennemis et d'envieux, l'occasion d'évincer un critique écoulé.

Son passage de *L'Echo de Paris* à *La Petite République* va retirer à Henri Bauer son audience et sa notoriété et sa fin sera obscure sinon misérable.

Grâce au livre de Marcel Cerf, une lumière vive est jetée sur cette figure attachante haute en couleurs, dont certains côtés peuvent être controversés, mais dont aucun ne peut laisser indifférent.

Maurice LAISANT

ENCORE HEUREUX QU'ON VA VERS LA RÉVOLUTION

« Encore heureux qu'on va vers l'été ». Un bouquin qui fera du bruit, loin des Goncourt et des best-sellers. Christiane Rochefort nous emmène dans un monde, un autre monde, loin de la merde quotidienne. Des enfants, qui en on marre qu'une prof leur répète à longueur de temps qu'ils ne valent rien, partent. Plutôt ils s'évadent, de l'école, de la famille, pour vivre. Ils s'envolent de la prison. Et tout devient simple et beau. Les tabous, dont le plus grand, le plus fort, c'est-à-dire la sexualité, tombent, détruits. Et c'est la Vie qui commence pour eux.

Deux enfants s'évadent, puis trois, puis quatre, des dizaines, des centaines, c'est la panique... A travers le livre, le monde Adulte en prend plein la gueule. Des réseaux de résistance s'organisent pour aider les enfants évadés, des adultes qui abattent les soi-disant barrières enfants-adultes, qui font de l'enfant une « chose » à expérience, une « chose » intéressante pour nos intellectuels. Les enfants et les adultes commencent à vivre. Mais la police les traque. Car les parents s'affolent, la société ne comprend pas. C'est la chasse aux mèmes. Un gosse mourra, tiré comme un lapin par un gros plein de soupe...

La traque s'organise, et les enfants sont repris un à un, chaque jour. On remet de l'ordre. La presse titre, parlant des parents qui ont « retrouvé » leurs mèmes : « Ils pardonnent, ils ne les aiment que plus ». La société est contente. Les choses redevennent normales. L'ordre, garant de la liberté (comme ils disent), s'installe à nouveau. Mais tous les enfants ne sont pas arrêtés...

Ce bouquin vaut mieux que tous les traités de pédagogie et renvoie les pédagogues dans leurs classes expérimentales et autres foutaises. Une bouffée de liberté, de vie, que ce livre. Alors, si vous avez des difficultés à respirer, lisez-le, c'est paru chez Grasset. A lire avant de mourir d'ennui.

Et encore heureux qu'on va vers la Révolution...

Pierre-Emmanuel ROBIN.

Un disque de Jean Coudret

Dans la tradition de Prévert et de Boris Vian, Jean Coudret nous offre une suite de poèmes qu'il interprète lui-même.

Le disque commence par sa « carte de visite », au cours de laquelle il se défend d'être « poète de salon », mais « un poète de gouttière », et il n'oublie pas que la rime, même si elle n'est pas rigoureuse, peut s'accorder avec libertaire.

Et puis il rêve encore — les poètes n'ont-ils pas droit de rêver ? — au scandale que causerait la venue du Christ dans le capharnaüm catholique.

Vieux thème qui reprend celui du « Revenant », de Jehan Rictus, et du « Christ en bois », de Gaston Couté, et le renouvelle avec bonheur.

Bonne chance à Coudret pour la sortie de son disque et de ceux qui suivront.

M. L.

LIBRAIRIE PUBLICO
3, rue Ternaux - 75011 Paris

Ouvert chaque jour
de 13 heures à 19 heures

Métro : Oberkampf - Parmentier

Filles-du-Calvaire - République

CINÉMA

LA CECILIA

de J.-L. COMOLLI

Dans un livre écrit vers la fin du siècle dernier, un anarchiste italien, Giovanni Rossi, jetait les bases de ce qu'était pour lui une commune socialiste. Il s'adressait pour cela, dans son ouvrage, à une confidente sortie de son imagination, Cecilia.

Rossi eut quelques années plus tard la « chance » de se voir léguer par l'Empereur du Brésil un morceau de terre, où ses amis et lui partirent fonder une communauté libertaire qu'ils appelèrent « La Cecilia ». Le film de Jean-Louis Comolli nous montre, avec infiniment de sincérité, les premiers pas de cette communauté, son développement, ses problèmes et son échec. Si certains aspects de ce film demeurent discutables, son honnêteté, par rapport aux personnages et aux idées anarchistes qui y sont représentés, mérite notre attention quand on songe à ce que furent ces sombres navets de « Nada » ou « La bande à Bonnot ».

Outre son respect relatif envers l'histoire (à ses débuts, « La Cecilia » comptait beaucoup plus de membres que le film ne le laisse supposer), le film de Comolli a le mérite de ne jamais s'enfoncer dans le triomphalisme imbécile où se noient généralement les films « politiques » français. La grande honnêteté de ce film réside dans l'exposé des problèmes auxquels se heurtent les membres de cette communauté, problèmes qui courront à son échec final. On peut d'ailleurs se réjouir une nouvelle fois de ce que des anarchis-

tes furent à l'origine d'une expérience qui, malgré son échec, ouvrirait le débat sur des problèmes restant d'ailleurs à régler autrement que par la référence traditionnelle aux prophètes géniaux, Marx, Jésus ou les deux réunis.

Il est plaisant entre autre de voir débattre par ces libertaires en fin de XIX^e siècle, la question de la liberté et de la responsabilité sexuelles au moment où l'Eglise continue à se glisser sous nos draps.

On pourra toutefois reprocher à ce film de trop faire reposer l'échec de la communauté sur ses conflits internes et de n'aborder que superficiellement l'élément capital qui a participé à l'écroulement de toutes les communautés passées et qui est justement le monde extérieur à ces communautés. On pourra toujours essayer, ce qui nous est montré, de rompre avec la morale que ce monde extérieur fait peser sur chacun ; toutes les communautés devront tenir compte de la quasi-impossibilité qu'il y a à s'isoler au milieu d'un monde qui continue d'être régi par des lois économiques et sociales non seulement différentes mais hostiles à celles que ces communautés se créent.

Film à retenir donc par sa sincérité et son honnêteté, même si la longueur de certaines séquences et leur peu de vie le rendent parfois pénible à suivre pour peu que l'on soit mal assis.

FLOREAL.

Souscriptions "Attentat"

PETIT-LOUIS	50	DUMONT	50
MARTIN	474	Groupe Toulouse	115
ZELLER	50	FAUGERAT	1.000
ANTOINE	10	Croupe autonome Niort	100
HEMY	120	MATHIS	30
PELLET	60	MILLUY	50
BARRUE	10	LAVOISE	25
DUPRE	300	Groupe Kropotkine	
ROSTAING	15	orthodoxe	500
COLLART	300	STAS	200
HUET	85	THIERRY	900
VASSE	200	Groupe Fresnes-Antony	390
BANCE	20	MILLOT	200
LOUESSARD	30	Souscription Boutique	1.937
DALMENECHES	100	THERUEL	4
BERNARD ET DENISE	500	MILLOT	110
SEGERAL	50	LHERITIER	40
PEYROU	20	FONTAINE	10
COURBOT	10	RAYNAUD	10
TETARD	50	BIGOT	60
KERSAUZE	150	JORDY	50
CHAUVIN	100	DELEUZE	60
BEDOS	50	MARYNUS	8
Groupe Louise Michel	800	MARMOEX	40
MAUGET	100	BONNABEAU	10
ISPA	100	RENOUVEL	60
Jean-Paul MARTIN	100	DEHAYS	20
ELIARD	30	LE DEAN	30
LANZA	50	LEBERTRE	20
NIEL	50	NIEL	10
TEYSSIER	20	GESTERS	40
J.-Cl. RICHARD	100	ADGNOT	60
Camarades de Rouen	20	DABURON	20
Union Pacifiste	200	RICHARD	10
CARTERON	50	MUNDUTE Guy	10
PREPOSIET	100	CAMPOS	25
PLANQUOIS	280	DORNE	20
GAELE	50	GAY	22
NURNBERG	100	SALERNO	10



MÉMOIRES

par Louise MICHEL
François MASPERO, éditeur

C'est un livre où la tendresse et l'anarchie se mêlent étroitement. Il vient à son heure pour mettre à leur vraie place les « récupérateurs » communistes ou socialistes qui font de Louise Michel un panneau publicitaire pour leur politique ou pour leur organisation. Écoutons-la : « La Révolution se levait ! A quel bon des drames ? Le vrai drame était dans la rue. A quel bon des orchestres ? Nous avions les cuivres et les canons ».

Mais ce livre est avant tout un livre de souvenir plutôt qu'un livre révolutionnaire. Louise nous conte son enfance heureuse à l'ombre du vieux manoir branlant, entourée des êtres chers, sa mère et ses grands-parents. Les soirées passées autour de la cheminée où les branches du chêne se tordent, éclairant les visages et rejetant dans l'ombre mystérieuse les objets baroques rassemblés par les siècles, ont illuminé sa jeunesse studieuse. C'est dans cette vaste pièce qu'elle a appris l'alphabet en écoutant son grand-père lire Voltaire à haute voix. Louise sera institutrice et à Paris elle épousera la République, cette République qui était si belle sous l'Empire. Sa jeune foi en l'avenir, elle l'écrira en vers qu'elle enverra à Hugo, le poète perché sur le rocher de Guernesev.

Entendez-vous tonner l'airain ?
Arrière celui qui balance
Le lâche trahira demain !
Sur les monts et sur la falaise
Allons, semons la liberté
Souffle par l'orage emporté
Passons vivante Marseillaise.

Et puis vient l'heure où l'espoir devient colère. Et c'est avec la même sensibilité que Louise Michel se penche sur ses compagnons du combat qui n'est plus seulement républicain, mais qui devient socialiste. « Le Comité de vigilance de Montmartre aura son histoire à part. Nous ne sommes que peu de survivants : il fit sous le siège trembler la réaction ».

Enfin ce fut la Commune ! Louise combat en première ligne. Puis la semaine sanglante, et ce sont des sanglots déchirants qui sortent de la gorge de la militante ! Ses amis tombent un à un sous les balles des Versaillais, d'autres marchent calmement au supplice tel Dombrowski. « Là-bas, dans l'ombre tiède d'une nuit de printemps, c'est le reflet rouge des flammes, c'est Paris s'allumant aux jours de mai. Cet incendie-là, c'est encore l'aurore, je la vois encore en écrivant ceci ».

La Commune est vaincue, c'est le procès, la déclaration de Louise : « Oui, vive la Commune morte ! Vive la Révolution vivante ». Mais à quoi bon continuer ? Ce livre, vous allez le placer sur votre table de chevet. Vous y trouverez cette définition de l'anarchisme par Louise : « Les anarchistes, messieurs, sont des citoyens qui, dans un siècle où l'on prêche partout la liberté des opinions, ont cru de leur devoir et de leur droit de se recommander de la liberté illimitée ».

On comprend la ténacité des politiciens du socialisme à accaparer Louise Michel. Celle qui fut anarchiste ne leur appartient pas, elle appartient à l'humanité qui souffre et qui lutte pour sa libération définitive, elle appartient à l'Anarchie !

“LE PÈRE PEINARD” d'E. POUGET

Textes présentés par Roger LANGLAIS
Édition GALILEE

Louise Michel et Emile Pouget furent réunis dans un procès fameux et ils seront accusés d'avoir pillé une boulangerie pour distribuer le pain aux pauvres. Que paraissent en ce moment deux ouvrages qui les caractérisent aussi bien peut sembler symbolique ou en tous cas réjouissant.

Roger Langlais nous offre un choix judicieux de textes parus dans ce journal percutant que fut le *Père Peinard*. Il les a rangés sous plusieurs rubriques qui reflètent les préoccupations de ce journaliste populaire : l'action directe, la critique de la démocratie, la répression et enfin de savoureux morceaux, Artisses, philosophes et chieurs d'encre. En tête de l'ouvrage, une préface de combat. Il est vrai que ces textes permettent de mieux discerner le caractère et les préoccupations de Pouget. Cependant, s'il ne ménage pas son soutien aux terroristes de la fin du siècle dernier, et en cela il sera parfaitement d'accord avec Kropotkine et Elisée Reclus, le syndicalisme sera sa grande affaire, surtout lorsqu'il rentrera à la C. G. T. dont il deviendra un des secrétaires et dont il dirigera la presse confédérale dans un style différent de celui du *Père Peinard*, ce qui nous fera connaître un autre aspect de son talent de journaliste. Il est vrai qu'après les incidents de la manifestation de Draveil, comme le rappelle le préfacier, il quittera, ainsi que quelques autres, la direction de la C. G. T. et qu'ils seront remplacés par ce qui sera plus tard la bureaucratie syndicale. Sa conduite, par la suite, sera réservée et si Jouhaux porta le « chapeau », en dehors de Monatte, Pouget et quelques autres furent d'une discrétion devant et pendant la guerre qu'il est préférable de passer sous silence.

Mais venons-en aux textes eux-mêmes. Ils ne sont pas tous égaux et certains paraissent difficiles à digérer si on ne les replace pas dans le moment où ils furent écrits et si on ne précise pas pour qui ils furent écrits, ce qu'explique très bien Roger Langlais. D'ailleurs, contrairement à ce qu'on croit le plus généralement, les morceaux les plus fouillés et qui correspondent à des préoccupations plus théoriques, sont d'un français classique émaillé seulement de locutions populaires. En fait, c'est de là que vient l'originalité du journaliste qui, quelles que soient les énormités dont il la truffe, tient sa phrase serrée. Je ne résiste pas à l'envie de vous donner un échantillon de ce langage vert et musclé : « Quand s'amènera le prochain chambardement, non seulement ils seront foule, les gars qui y mettront un doigt, mais encore ils auront quelque chose dans le ciboulot et ne marcheront plus à l'aveuglette. Ils seront pas assez poire pour se laisser monter le job par un tas d'ambitieux n'ayant qu'un but : enlever le grabuge et détourner le mouvement à leur profit ».

Un livre à lire, naturellement !

L'ANARCHISME ESPAGNOL

de O. ALBEROLA et G. GRANSAC
Christian BOURGEOIS, éditeur

Voici un livre intéressant et discutable. Les auteurs ont entrepris de nous raconter l'histoire de la résistance des Anarchistes espagnols dans la pénin-

sule Ibérique et de déterminer la place, les moyens et l'importance de l'émigration anarchiste dans ce combat qui dure depuis plus de trente ans et que la disparition de Franco n'a pas clos. Les auteurs, qui ont appartenu au Mouvement libertaire espagnol, l'ont quitté, mais on peut penser que, dans le cas contraire, ce livre sans indulgence pour les appareils des organisations en aurait fait des candidats de choix pour l'application « des règles sanitaires » qui semblent être devenues un curieux principe d'organisation de l'Anarchisme espagnol en exil.

Mais passons aux aspects positifs de cet ouvrage. Il a l'immense mérite d'être une chronologie des événements se rapportant tant à l'émigration qu'aux actions successives qui permirent à la résistance espagnole de rester pendant des années, avec des hauts et des bas, à la une de la presse internationale. C'est donc, en dehors des jugements qu'on peut porter sur ces événements, un ouvrage utile. En le lisant, nous remplaçons dans leurs temps les grands rassemblements du Mouvement libertaire espagnol ; nous suivons les décisions à travers des documents dont les auteurs publient les fragments essentiels. Nous voyons la résistance intérieure se constituer, les organes de lutte comme le Comité National de la C.N.T. se désagréger sous les coups de la police de Franco, puis se reconstituer sans cesse. Nous comprenons les raisons, même si nous ne les approuvons pas, des trois visages distincts de cette résistance : la phase classique qui se clôt en 1960, la phase spectaculaire qui sera marquée par la constitution du groupe du Premier Mai et qui sera animée par des hommes qui furent mes amis, aujourd'hui disparus, et qui se nommaient Cipriano Méra et José Pascual, et par un jeune militant aujourd'hui emprisonné à Barcelone, Luis Edo ; enfin, la période moderne, dominée par l'activisme et le terrorisme. Cela nous permet de retrouver les noms d'hommes que nous avons connus et que nous avons aimés et qui sont tombés, victimes des pelotons d'exécution ou qui ont pourri dans les cachots du franquisme.

Enfin, voyons les jugements que portent les auteurs sur l'organisation en exil. Ils sont durs et sans nuances. Les auteurs ne nous font pas assez voir que ce sont moins les hommes qui sont responsables de ce dogmatisme étroit, que ce milieu de l'émigration qui est propre à toutes les idéologies chassées de la terre natale. Mais en dehors de ces discussions intérieures au mouvement anarchiste sur les formes d'organisation, ce qui est le plus intéressant dans cet ouvrage, c'est cette théorie de l'activisme et du terrorisme révolutionnaire destiné à suppléer à l'immobilisme de l'organisation nationale et à la destruction systématique des noyaux de résistance en Espagne. Sur ce point, je ne suivrai pas les auteurs. Je pense que même s'il fut bâti sur des à peu près théoriques discutables, le Groupe du 1^{er} Mai fit un travail sérieux et payant. Il s'agissait alors de combler un vide, de maintenir la résistance la tête au-dessus du flot de sang qui noyait l'Espagne. L'activisme qui a suivi ne semble pas, selon les auteurs de l'ouvrage qui le préconisent, un moyen provisoire pour maintenir l'organisation au premier plan, mais bien une stratégie globale. Ils ont tort. En Espagne, l'avenir de l'Anarchie ne repose pas sur la bombe, mais sur la C. N. T., avec ses Fédérations d'industrie et ses Syndicats d'entreprises. L'action spectaculaire peut faire un trou, attirer l'attention, mais ce sont les gros bataillons des travailleurs en lutte dans les entreprises, qui occupent le terrain et assurent le succès de l'action révolutionnaire.

C'est un livre à lire avec précaution..., mais c'est un livre à lire tout de même !

AU LIBAN

TUEZ ! TUEZ ENCORE ! TUEZ TOUJOURS ! LES DIEUX RECONNAITRONT LES LEURS !

par Maurice JOYEUX

LE bassin de la Méditerranée est devenu l'abcès de fixation des antagonismes qui opposent les grandes puissances impérialistes que sont les Etats-Unis, la Russie mais également l'Europe des neuf à la tête de laquelle Giscard d'Estaing essaie de se placer, au nom d'intérêts indéfinis qui relèvent de la langue, de l'histoire et de la géographie.

Autour de cette mer intérieure sillonnée par des vaisseaux de guerre dont la moindre fausse manœuvre suffirait à embraser le monde, deux types d'Etats se sont constitués. Les Etats orientaux de la Turquie au Maroc, possèdent des ports qui drainent les matières premières et le pétrole dont leurs arrière-pays regorgent. En face, des Etats occidentaux recueillent dans leurs rades ces richesses qu'ils dispersent vers l'U.R.S.S., l'Europe du Nord, l'Angleterre, les Amériques. Au milieu de cette mer agitée, des îles de rêves à la fois vouées au tourisme et bases de ravitaillement des escadrilles qui croisent de Gibraltar au Bosphore.

Les roitelets de sable contrôlent l'énergie indispensable au développement économique des pays libéraux. Pour que ce négoce soit fructueux, ils doivent traiter avec des démocraties plus ou moins satellisées par les impérialismes qui dominent le monde. Parmi eux, la France ! Celle-ci joue la carte de la neutralité et de l'indépendance tout en alimentant en armes cette poussière de sectes dont les grands tirent les ficelles. Elle espère reconquérir son influence dans cette région en proposant aux riverains de la Méditerranée une politique commune dont personne ne veut mais qui gêne tous les protagonistes du drame qui se joue dans cette partie du monde.

Situation explosive ! Lorsque les impérialistes le jugent bon, les négriers du minerai et du pétrole s'affrontent, ici sur la frontière orientale du Maroc, là sur l'étroite bande côtière que constitue le Liban ou bien encore autour de ce noeud gordien que forment Israël et la Palestine. Et comme toute stratégie doit nécessairement s'installer en profondeur, les secousses militaires qui bouleversent cette région se font sentir en Ethiopie, à Djibouti, en Angola et pour des raisons tactiques cette fois, en Grèce, dans les îles, au Portugal et en Espagne même.

Mais aujourd'hui, c'est le Liban qui se trouve placé à l'avant-garde, à l'endroit où les impérialistes se tâtent. Et ce pays, qui fut le berceau des grandes civilisations, la route naturelle qui relie trois continents, est devenu le champ clos où s'affrontent des apprentis-sorciers qui risquent de déclencher une guerre mondiale.

MEME s'ils sont solidement installés sur des bases héritées de la dernière guerre mondiale et que le partage du monde en deux zones d'influence rend intouchables, la peur d'aller trop loin oblige les Etats-Unis et l'U.R.S.S. à se livrer par peuples interposés à une petite guerre conventionnelle qui ne veut pas dire son nom. Guerre dont le but n'est pas la conquête mais simplement la recherche du point faible de l'adversaire de façon à être en position de force à l'instant où se négocient les accords économiques et financiers dont dépend l'approvisionnement en énergie. Et ce sont pour ces raisons sordides que l'impérialisme n'hésite pas à déclencher au Liban la plus effroyable des tueries.

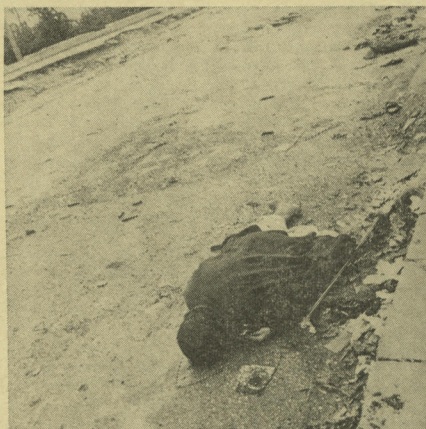
Oui, je sais bien, les hommes là-bas sont des pions dont on se sert en faisant jouer les problèmes de races, de religions, de nationalismes. Et dans ce pays où le mouvement des peuples venant de l'Inde et de l'Asie ou descendant des steppes du Nord a labouré pendant 5.000 ans les maigres tribus sédentaires, c'est au nom des races que les hommes s'égorgent ! Dans ce pays où les prophètes aux cerveaux fêlés se sont multipliés, c'est au nom de l'unité de la foi que les hommes s'entre-tuent. Dans ce pays où le colonialisme a tracé des frontières conventionnelles, c'est au nom de la patrie que les hommes se déchirent.

A l'origine, il y a les Dieux imbéciles et sanguinaires dont chacun se réclame et autour de ces Dieux tout un appareil à la fois sacerdotale et de classe qui domine la société et qui ne peut se continuer qu'à l'abri du fanatisme. Bien sûr, on tue pour du pétrole, ce pétrole qui enrichit les clans au pouvoir et les classes aux affaires. Mais ces classes ne peuvent vivre impunément couvertes

de richesse parmi la pouillierie orientale que parce qu'elles sont protégées par la hiérarchie religieuse dont elles se réclament et qui les justifie moralement ! Cette hiérarchie religieuse ne peut jouer ce rôle capital que si elle est entourée par le fanatisme aveugle du peuple auquel les mœuvres liturgiques tiennent lieu de pain et de dignité. Et si on sent partout le jeu de l'impérialisme, ce jeu est rendu possible par l'abrutissement intellectuel dans lequel les sectes religieuses chrétienne, musulmane ou juive plongent les esprits les mieux façonnés.

Comme en Irlande, c'est l'abrutissement religieux des masses qui permet aux classes et aux hiérarchies orientales de se continuer. C'est l'impérialisme qui les engraisse mais ce sont les sectes religieuses qui leur confèrent un pouvoir qu'elles vendent au plus offrant. Et de là vient le scandale de cette guerre entre Chrétiens et Musulmans au profit des Chamoun, des Karamé, clients de l'impérialisme américain ou soviétique directement ou par nations interposées, la Syrie et Israël par exemple.

ON a coutume devant une situation aussi tragique que celle que vit actuellement le Liban d'accuser les jeux de l'impérialisme et on a raison, de stigmatiser les classes dirigeantes qui livrent leurs peuples au massacre et on n'a pas tort. Mais il faut ouvrir le dossier bien grand, ce que personne ne fait ! Aux côtés des prophètes de pacotilles qui promettent le paradis à de pauvres types s'ils se font tuer pour un Dieu quelconque, il existe d'autres pro-



Est-ce cela que veulent les Dieux ?

phètes. Ceux-ci, par des moyens différents, avec un vocabulaire différent, pour un autre paradis, aussi mensonger que celui promis par les premiers, contribuent à ce massacre écumant. Je veux parler de ces « socialistes » teintés de gauchisme ou de fascisme, idéologiquement à la remorque de tel impérialisme supposé être le meilleur support pour l'évolution révolutionnaire de leur choix. Ce sont ceux-là qui ont fabriqué un « socialisme » à l'usage des éléments intellectuellement sous-développés, véritable bouillie pour les chats où sont amalgamés un marxisme de certificat d'étude, un nationalisme de sous-préfecture, des métaphysiques délirantes.

Ces nouveaux prophètes se balladent au Moyen-Orient brandissant les torches, allumant les bûchers, poussant à la guerre sainte de caractère social et nationaliste des masses qui, croyant mourir pour leurs Dieux, ce qui en soit est déjà parfaitement ridicule, meurent pour des sociétés pétrolières, pour des gouvernements lointains dont ils sont les pions sur l'échiquier mondial et pour des chefs bien présents, eux, sur le terrain. Le rassemblement dans des camps de Palestiniens chassés de leur terre par les Israéliens et parqués comme du bétail par leurs « frères » offre un terrain de choix à tous ces Lawrence minables qui, la Bible, le Coran, le Capital ou le petit livre rouge d'une main, la bombe de l'autre, essaient, avec le sang

et l'argent du petit peuple, de se faire une vie facile, une réputation de cinéma, une auréole de théoricien. Eux aussi, malgré leur prétention, leur arrogance, ne sont que des marionnettes dont les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et quelques autres tirent les ficelles en jouant à la demande sur la liberté ou le social !

Naturellement, au Liban comme autre pari, il existe des classes riches et des classes pauvres, mais lorsqu'on prétend dénoncer cette exploitation des hommes en déclarant que les riches sont catholiques, que les pauvres sont musulmans, que les impérialistes sont juifs, parmi d'autres généralisations abrutissantes, on ne sert que d'agents provocateurs au service des Etats impérialistes qui jouent sur les divisions religieuses et nationales pour trouver une clientèle qui fasse leur politique et les serve dans leur volonté d'hégémonie mondiale.

Et au Liban nous sommes devant un exemple édifiant de connerie qui depuis des millénaires pousse les humbles à s'entre-tuer au profit des sorciers religieux, des chefs militaires et des commissaires politiques.

Une trêve politique vient d'être signée, une de plus. Pendant que leurs patrons discutent à Moscou, les Etats concertés par la guerre civile essaient un arrangement où les problèmes sociaux et politiques ne sont que des prétextes et où les intérêts économiques des Etats-Unis, de l'U.R.S.S. et de leurs clients au Moyen-Orient sont des réalités. Aussi souhaitable que soit un arrangement qui arrêterait le massacre, il ne réglerait aucun des problèmes du Liban ou de ses voisins. Pour pouvoir échapper aux intrigues des grands, il faut que les peuples se courent le joug des chefs-faillons, des politiciens, des sectes religieuses. Il faut qu'ils construisent une organisation révolutionnaire de libération, laïque, socialiste, libertaire, internationaliste ayant à son programme l'organisation fédérale de tous les groupes de la région, l'indépendance envers tous les impérialismes économiques, le retour au travail de toute la clique des agitateurs religieux, marxistes ou nationalistes qui sont les bouteux à la solde du plus offrant, l'organisation coopérative de l'exploitation des sols, la gestion collective de l'industrie et surtout du commerce qui, dans cette situation géographique que j'ai essayé de décrire, reste une richesse collective de la population placée à ce carrefour des mondes, la reprise en main par les organisations syndicales des transports qui jouent un rôle décisif dans la distribution des richesses de l'arrière-pays. Enfin, il faut régler le problème palestinien qui sert de détonateur à toutes les tragédies. Et on ne réglerait pas le problème palestinien en donnant un morceau de terre à ces hommes dispersés dans les Etats arabes en créant de nouvelles frontières, ce qui ne fera qu'ajouter au désordre dont le nationalisme abrutissant se nourrit.

Au Moyen-Orient, la seule solution viable est justement la suppression des frontières artificielles créées par les Etats coloniaux et le rassemblement communautaire de tous les groupes à travers une structure géographique, politique et économique de type fédéral. Et seul un mouvement socialiste de caractère libertaire peut mener cette tâche à bien.

Oui, je vous vois sourire ! Utopie ? C'est certain ! Mais toute autre politique est vouée à l'échec et les trêves multiples ne servent aux adversaires qu'à reprendre leur souffle pour préparer de nouveaux massacres.

Oui, proposer une solution socialiste libertaire pour le Liban est utopique, mais l'utopie d'hier est devenue réalité d'aujourd'hui et l'utopie d'aujourd'hui sera la réalité de demain. Proposer le règlement du conflit à l'aide des règles qui président aux rapports internationaux traditionnels dans les pays capitalistes est criminel, car il ne s'agit de rien d'autre que de continuer le massacre et chaque fois le capitalisme y trouvera son compte.

Ou les peuples du Moyen-Orient jetteront à la mer Jésus, Marx, Allah et tous les prophètes ou ils continueront à fournir les gros bataillons dont les Etats se servent pour régler leurs différends en faisant l'économie d'une guerre atomique. Et pour ma part, je pense qu'il va se lever sur cette terre ravagée une poignée d'hommes qui, refusant de mourir pour les jeux du cirque impérialiste, annonceront les temps nouveaux.